

Université du LUXEMBOURG

La participation politique au Luxembourg

à l'occasion des élections législatives et européennes de juin 2004

analyse seconde

Auteurs:

Philippe Poirier, docteur en sciences politiques, chercheur à l'Université du Luxembourg.

Fernand Fehlen, responsable de l'Unité de Recherche Interdisciplinaire sur le Luxembourg (STADE) à l'Université du Luxembourg.

Charles Margue, directeur d'études à l'Institut Luxembourgeois de Recherches Sociales et d'Etudes de Marché (ILReS).

Coordonnées :

Université du Luxembourg
Faculté des Sciences Humaines
STADE-Unité de recherche interdisciplinaire sur le Luxembourg
162a avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg
Téléphone : (00352) 47 02 61 851- Télécopie : (00352) 47 02 61 389
Site : <http://www.cu.lu/stade/>- Courriel : philippe.poirier@univ.lu

ILReS- S.A.
46, rue du Cimetière L-1338 Luxembourg
Téléphone : (00352) 49929-1 Fax: (00352) 49929-5555
Site : <http://www.ilres.com>

Ce rapport a été réalisé pour la Chambre des Députés du Grand-Duché du Luxembourg.
Ce document ne reflète pas les points de vue de la Chambre des Députés et de ses membres.
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs.

Table des Matières

1	Introduction.....	3
1.1	Objectifs généraux du projet Elections.....	3
1.2	Limites des résultats présentés et grille de lecture.....	3
1.3	La composition des échantillons.....	7
1.4	Définition de la participation et de la médiation politique.....	9
2	Conditions et modes de la participation politique.....	10
2.1	Les motifs pour un engagement politique.....	10
2.2	Les modes de la participation politique.....	12
2.3	Les motifs pour ne pas s'engager.....	13
2.4	La structuration du vote.....	13
3	Confiance dans le système démocratique et ses institutions.....	17
3.1	La prise en compte de son opinion.....	17
3.1.1	Son opinion politique réussit-elle à s'imposer ?.....	17
3.1.2	Le sentiment de participer au processus décisionnel.....	18
3.2	La confiance dans les organisations représentatives et les institutions.....	19
3.2.1	La confiance dans les associations, les syndicats et les partis.....	19
3.2.2	La confiance dans les institutions.....	21
3.3	Degré d'information sur la politique internationale et nationale.....	24
3.4	Le positionnement vis-à-vis de l'élection.....	29
3.4.1	Importance des élections législatives pour le Grand-duché.....	29
3.4.2	Importance des élections européennes pour l'Union.....	31
3.4.3	Distance entre la population et les élus.....	33
4	Contexte politique et social.....	35
4.1	Les choses vont en s'améliorant ou au contraire.....	35
4.2	Les sujets considérés comme prioritaires.....	38
4.2.1	Les sujets à traiter en priorité par le gouvernement.....	38
4.2.2	Significations du respect de l'environnement.....	41
4.2.3	Les sujets déterminants pour les élections de juin 2004.....	43
5	Conclusion.....	45

1 Introduction

1.1 Objectifs généraux du projet Elections

L'objectif principal de ce projet de recherche, commandité par la Chambre des Députés du Grand-Duché du Luxembourg, est de comprendre le fonctionnement du champ politique luxembourgeois à l'occasion des élections législatives et européennes de juin 2004¹. Plus particulièrement, l'étude met en œuvre cinq approches complémentaires :

- L'exploitation statistique de cinq sondages non seulement pour analyser le comportement électoral, la motivation des électrices et des électeurs mais aussi l'état de la démocratie luxembourgeoise et européenne.
- L'étude des résultats du scrutin, notamment à travers le dépouillement d'un échantillon de 6000 bulletins, pour vérifier l'hypothèse d'un électeur stratège.
- L'étude qualitative des stratégies de tous les acteurs du système politique et économique au début et pendant la campagne électorale.
- L'analyse sociologique des institutions et des acteurs politiques et socio-économiques qui conditionnent la vie politique au Luxembourg.
- L'analyse du processus du choix des candidatures et la définition du parcours social des candidats auxquels s'ajoutera une étude sémiologique des professions de foi et des documents de campagne des partis et des candidats.

1.2 Limites des résultats présentés et grille de lecture

Les résultats et les commentaires présentés dans le présent document traitent essentiellement de la participation et de la médiation politique au Luxembourg. Ils sont issus du second des cinq sondages susmentionnés. **Ils ne constituent pas une photographie de l' « opinion publique » et, encore moins, un outil de prédiction des résultats des élections législatives de juin 2004².** Autrement dit, les réponses au sondage citées et les analyses « politologiques » succinctes ne visent **qu'à évaluer la socialisation politique des Luxembourgeois et des résidents étrangers à différents moments *n* de la campagne électorale**, en partant de l'idée qu'elle est un processus continu d'apprentissage et de connaissance de l'univers politique.

¹ Le projet, qui a débuté le 1^{er} octobre 2003 et qui s'achèvera en octobre 2006, vérifiera également si d'une part, nous assistons bel et bien à la transformation des valeurs dans les sociétés européennes comme l'avait annoncée Ronald INGLEHART (*Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton: Princeton University Press, 1990) et si d'autre part, les Luxembourgeois et les résidents étrangers continuent d'avoir confiance dans la démocratie et ses institutions tant au niveau national qu'europpéen et ce dans la perspective des travaux de l'*International Institute for Democracy and Electoral Assistance* (IDEA). Outre les responsables scientifiques de l'étude, Fernand Fehlen et Philippe Poirier, il a été aussi constitué un comité scientifique d'accompagnement composé des professeurs Pascal Delwit, directeur du Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles et Adolph Kimmel de l'*Institut für Politikwissenschaft* de l'Université de Trèves. Une étude pionnière avait été réalisée à l'occasion des élections législatives et européennes de juin 1999, téléchargeable sur le site de la Chambre des Députés : <http://www.chd.lu/fr/organisation/documentation/espTele.jsp>

² Sur la controverse de l'usage, de l'interprétation et de l'efficacité des sondages politiques, on se reportera à l'ouvrage dirigé par Alain GARRIGOU, *Les sondages politiques*. Paris : La Documentation Française, *Problèmes Économiques et Sociaux*, n°884, janvier-début février 2003.

Les analyses développées ne sauraient être également considérées comme des conclusions. Il faut toujours les apprécier comme des hypothèses de travail, même si certaines ont déjà été partiellement vérifiées par d'autres études et confirment notre première analyse³.

Autre remarque, les questions qui ont été posées dans les deux premiers sondages ne se limitent pas aux thèmes « participation et médiation politique ». Les auteurs de l'étude - en accord avec la Chambre des Députés- n'ont pas voulu présenter des résultats qui pourraient influencer même indirectement la détermination du vote dans le chef de l'électeur. Les résultats portant sur la confiance accordée à telle ou telle formation politique, les compétences qui leur sont attribuées ou bien encore la notoriété des candidats ne seront « discutés » -au sens premier du terme- qu'après la tenue du scrutin. Finalement, comme il est rapporté plus haut, lesdites analyses ne constituent qu'une infime partie du projet de recherche Elections 2004.

Les résultats analysés ci-dessous s'articulent de trois manières.

- En premier lieu, nous avons établi une comparaison entre deux sondages administrés à deux moments *n* de la campagne électorale. Le premier sondage a été réalisé par téléphone auprès de 495 personnes du 5 au 15 novembre 2003 par l'ILReS. Il avait servi de base à la prime analyse de la participation politique au Luxembourg. Dans le présent document, il sera toujours dénommé « Sondage I », aussi bien dans le texte que dans les tableaux. Le second sondage a été « managé » à la fin janvier et au début février 2004. Il sera logiquement appelé « Sondage II ». 497 entretiens téléphoniques ont été réalisés du 26 janvier au 12 février 2004. Les résultats dévoilés dans le cadre de la comparaison sont les évolutions les plus « flagrantes » qui se vérifient par ailleurs dans d'autres études électorales du même genre en Europe. La troisième analyse, publiée début mai 2004 -soit un mois avant les élections législatives et européennes- traitera des résultats d'un troisième sondage administré quant à lui en avril. La tierce analyse reprendra de façon exhaustive toutes les questions ayant pour thème la « participation et la médiation politique ». Il faudra alors l'apprécier comme l'analyse « politologique » complète.
- En second lieu, nous avons introduit de nouvelles questions et nous en avons « détaillé » d'autres, notamment afin de mieux mesurer certains comportements qui nous semblaient atypiques en sociologie électorale comme l'indice d'intérêt que portent les Luxembourgeois et les résidents étrangers à d'autres systèmes politiques ou bien la signification de l'environnement- item qui avait été plébiscité comme devant être l'une des trois priorités du gouvernement par les personnes interrogées dans le Sondage I.
- En troisième lieu, dès qu'il s'agissait de « tendances lourdes » -ne pouvant être « rattachées » au contexte économique, social et politique au moment où fut menée l'enquête d'opinion- nous avons « agrégé » les résultats des deux sondages. Par exemple, lorsque l'on compare les différentes formes que peut revêtir la participation politique (le désir de signer ou non une pétition, la volonté ou non de boycotter des produits, etc.), il est inutile de relater les évolutions car elles sont infimes. En revanche, le « cumul » des deux sondages – toujours en respectant les effectifs réels des catégories sociales retenues- permet d'affiner l'interprétation de ce type de comportement politique notamment par une meilleure représentativité des groupes sociaux qui constituent aujourd'hui le Luxembourg.

³ Voir *Les Valeurs au Luxembourg : portrait d'une société au tournant du 3^e millénaire*, de Michel LEGRAND (dir). Luxembourg : éditions Saint-Paul, 2002. Et, *Les enquêtes Eurobaromètres Analyse comparée des données socio-politiques*, Bruno CAUTRÈS (dir). Paris : Editons l'Harmattan, 1999.

Plusieurs précisions ou remarques doivent être aussi apportées quant à l'efficacité d'un sondage et à sa grille de lecture.

- **Tout d'abord, un sondage ne peut être considéré comme « l'exacte réalité » d'une société.** Une enquête d'opinion de ce type est certes une construction sociale plus raffinée que d'autres mais elle n'est qu'une parmi d'autres. Les questions posées témoignent souvent en effet des discours qui sont véhiculés par les acteurs principaux d'un système politique (les institutions, les groupes d'intérêts, les médias, les partis politiques, etc.) qui – ne l'oublions pas- sont les seuls créateurs de l'offre et de la demande politique. Parmi les personnes interrogées, des individus peuvent répondre à des questions même s'ils n'en comprennent pas le sens ou si dans leurs vies quotidiennes, ils ne sont pas confrontés aux problèmes socio-économiques sous-entendus dans la question. Les items proposés aux sondés sont parfois –à l'insu des chercheurs eux-mêmes- également l'expression de la position sociale que les chercheurs ou les responsables d'études occupent dans ledit système. **En revanche, le caractère imposé de certaines questions permet aussi de révéler des comportements politiques et sociaux que les personnes interrogées ne savaient comment nommer ou refusaient d'admettre par simple conformisme social.**

- **Secundo, un questionnaire aussi complet soit-il sur la participation politique, et son corollaire la médiation politique, ne peut retranscrire tous les comportements effectifs des individus et toutes les évolutions sociales et économiques d'une société.** Aucune démarche, même la plus respectueuse des critères scientifiques, ne peut en effet prétendre occuper un « lieu » en dehors de la société d'où il aurait la possibilité de voir dans son entier tout le corps social. En d'autres termes, le discours « savant » n'est jamais complètement disjoint des autres formes du discours sur une société. Mais à la différence des discours tenus par les acteurs du système politique qu'il étudie, le discours « savant » – du fait qu'il use de méthodes fondées scientifiquement et qu'il les remet perpétuellement en cause, c'est le propre des protocoles de recherche scientifique- n'a pas la prétention de transformer la société. Le discours cesse d'être « savant » lorsque les chercheurs croient fondamentalement que leur construction sociale est le réel de la société et qu'elle autorise l'action⁴.

- **Tertio, un sondage ne peut pas être interprété sous le seul aspect « facial ».** C'est à dire si x% des jeunes de 18-24 ans déclarent préférer adhérer à une association plutôt qu'à un parti politique, cela ne signifie pas que les jeunes dans la réalité reproduisent exactement ce comportement politique. Tout au plus cela permet de dire que « tendanciellement » les jeunes d'aujourd'hui sont plus attirés par les associations à cause unique que par les partis politiques. Ce « tendanciellement » se vérifie à la fois par la comparaison avec d'autres enquêtes d'opinion- de même nature ou usant d'autres méthodes en Europe- et par la

⁴ « Loin de se résumer à un essai de correspondance ciblé entre une théorie bien délimitée et un matériau empirique, l'activité d'analyse qualitative est un acte aux multiples dimensions s'insérant à l'intérieur d'un univers interprétatif dont plusieurs éléments relèvent du théorique dans son sens large, ce que rend très maladroitement la notion de cadre théorique telle que comprise habituellement. Cet univers est constitué de référents très divers, actualisés en cours d'analyse à un rythme, à une ampleur et selon des modalités très difficiles à prévoir. C'est le prix à payer pour une analyse vivante qui n'est pas réduite à une reconduction de prénotions qui ne succombe pas à la tentation du compromis théorique consistant à écarter tout ce qui n'entre pas dans le cadre de départ. Si les analyses reconduisent les cadres, à quoi bon faire de la recherche ? Si elles ne les reconduisent pas réellement, pourquoi accorder aux cadres une importance si exclusive au sein de l'univers interprétatif mis à contribution ? ». In PAILLE, Pierre & MUCCHIELLI, Alex, *L'Analyse Qualitative en Sciences Humaines et Sociales*. Paris : Editions Armand Colin, collection U, p.41, 2003.

confrontation aux théories qui ont cours en sociologie électorale. Et dont on ne dira jamais assez que lesdites théories sont des processus de production de connaissances empruntant leurs schémas de construction de l'objet de recherche aux sciences «dures» (mathématiques) et qu'elles ont été utilisées et validées dans divers systèmes politiques européens et nord-américains sans que leurs résultats ne contredisent véritablement les évolutions électorales ou socio-économiques constatées dans la réalité. **C'est sans doute cela qui est le plus difficilement admissible par des acteurs du système politique, surtout ceux qui sont les porte-paroles de groupes d'intérêts ou prétendent être la « société civile ».** Rappeler par exemple que la défense de l'environnement compris comme la protection de la nature et l'assurance du développement durable n'est pas en «réalité» une préoccupation majeure des Luxembourgeois et des résidents étrangers -en dépit que plus de 82% d'entre eux déclaraient que cela devrait être une priorité du gouvernement- ne signifie pas un jugement de valeurs de la part des auteurs sur l'item en question, c'est tout simplement révéler que derrière cette norme, expression d'un conformisme social au Luxembourg, se cache d'autres comportements ou d'autres sujets comme les transports, que d'autres questions vérifient par ailleurs⁵. **Il est important d'insister sur le fait également que des personnes adoptent des stratégies de réponse pour dissimuler leur opinion du fait qu'ils la jugent «inconvenante» par rapport au discours tenu par ceux qui aspirent à être les représentants d'une société ou à l'interpréter.**

- Quarto, une question d'un sondage ne peut être commentée indépendamment de toutes les autres, du moins de la série qui vise à apprécier une problématique. Autrement dit, on ne peut pas dire que les Portugais sont les exclus ou s'excluent d'eux-mêmes du système politique luxembourgeois si on se borne à évoquer qu'ils sont de tous les groupes sociaux ceux qui envisagent le moins d'adhérer à un parti politique. Seuls le croisement de plusieurs questions et la comparaison avec d'autres études produites par diverses institutions -qu'on ne saurait taxer de parti pris- «révélera» tendanciellement la nature réelle de leurs comportements politiques au Luxembourg qui tendent à « s'exclure » du processus décisionnel.
- Quinto, étant donnée que la présentation des résultats est un processus de recherche inachevé, nous avons repris textuellement des analyses et des hypothèses de travail que nous avons élaborées dans la prime analyse. Lorsque c'est le cas, elles sont en italique dans le texte et toujours précédé d'un avertissement. Il nous a semblé aussi important d'introduire des données issues des enquêtes eurobaromètres et des enquêtes « spéciales » commanditées par la Commission européenne toujours dans le souci de confirmer ou d'infirmer certaines hypothèses.

⁵ « Les sondages sous formes de pourcentages reste une pure construction, une projection dans des catégories prédéfinies (les réponses fermées proposées aux interviewés) et forcément limitées, d'une réalité plus complexe. Or dans les commentaires des sondages y compris les plus inspirés [...] tout se passe comme si le pourcentage [tel qu'il se présente] existait préalablement et indépendamment du sondage [...] Il est souvent difficile d'expliquer que le pourcentage issu du sondage, qui est censé être un point de repère, doit au contraire être relativisé, mis en perspective, étalonné parce qu'il introduirait de la complexité où l'apparente univocité du chiffre contribue beaucoup à la séduction de l'instrument ». In, MARTELLI-BANEGAS, Delphine & RIVIERE Emmanuel, « Pour un usage apaisé des sondages ». In Gérard GRUNBERG & Nonna MAYER. *La Démocratie à l'Épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*. Paris : Presses Universitaires de Sciences Po, p.304-307, 2002.

1.3 La composition des échantillons

Le tableau suivant montre, dans sa colonne de gauche, la composition des échantillons selon quatre variables : Le sexe, l'âge, la nationalité et l'activité. Par une procédure mathématique, appelée « stratification a posteriori », les échantillons ont été pondérés pour que les proportions des différentes modalités de ces variables⁶ correspondent à la composition de la population résidente du Luxembourg. Dans ce sens les échantillons sont représentatifs de la population résidente du Luxembourg âgée de 16 ans et plus.

Cette opération a été réalisée pour chacune des deux vagues de sondages et pour les deux échantillons cumulés. En contrôlant les calculs, l'ILReS a décelé une erreur lors de la pondération du premier échantillon ce qui explique que les valeurs publiées fin janvier se distinguent légèrement des chiffres redressés que nous avons repris dont la présente étude. Retenons cependant que ses différences sont plus petites que les erreurs d'échantillonnage, incertitudes incompressibles inhérentes à tout sondage.

		échantillon non pondéré		échantillon pondéré en milliers	
		abs	%	abs	%
sexe :	hommes	265	54	175	50
	femmes	230	46	185	51
âge :	16-17 ans	11	4	11	3
	18-24 ans	55	11	36	11
	25-34 ans	89	18	70	19
	35-49 ans	170	34	106	30
	50-64 ans	100	20	72	20
	65 ans et +	63	13	62	17
nationalité:	luxembourgeoise	345	70	235	65
	portugaise	45	9	47	13
	autre	105	21	78	22
activité :	actifs	280	57	205	57
	non-actifs	215	43	155	43

⁶ Ceci a été fait aussi pour une cinquième variable, la région, qui reprend les quatre circonscriptions, celle du centre étant partagée en deux par la séparation de Luxembourg-Ville.

Composition de l'échantillon janvier-février 2004

		échantillon non pondéré		échantillon pondéré en milliers	
		abs	%	abs	%
sexe :	hommes	243	49	242	49
	femmes	254	51	255	51
âge :	16-17 ans	38	8	15	3
	18-24 ans	89	18	50	10
	25-34 ans	108	22	99	19
	35-49 ans	117	34	149	30
	50-64 ans	75	15	99	20
	65 ans et +	70	14	84	17
nationalité:	luxembourgeoise	365	73	325	65
	portugaise	57	11	65	13
	autre	75	15	108	22
activité :	actifs	256	52	283	57
	non-actifs	241	48	214	43

Composition de l'échantillon des sondages I et II cumulés

		échantillon non pondéré		échantillon pondéré en milliers	
		abs	%	abs	%
•sexe :	hommes	508	51	483	49
	femmes	484	49	509	51
•âge :	16-17 ans	56	6	30	3
	18-24ans	144	15	99	10
	25-34 ans	197	20	198	19
	35-49 ans	287	29	298	30
	50-64 ans	175	18	198	20
	65 ans et +	133	13	169	17
•nationalité:	luxembourgeoise	710	72	648	65
	portugaise	102	10	129	13
	autre	180	18	215	22
•activité :	actifs	536	54	565	57
	non-actifs	456	46	427	43

1.4 Définition de la participation et de la médiation politique

A la suite de Russell Dalton⁷, la participation politique est « *l'ensemble des activités collectives des gouvernés susceptibles de leur donner une influence sur le fonctionnement du système politique* ». Dans nos régimes démocratiques, la participation politique se compose donc non seulement de l'exercice de la puissance souveraine, et son pendant, la « constitutionnalisation » de droits civiques, mais aussi des représentations que les individus se font de la politique et de ce que doit être un « bon citoyen ». En conséquence, la participation politique ne se résume nullement au seul exercice du droit de vote. Elle peut prendre également la forme d'une adhésion temporaire (une manifestation, un mouvement de grève) ou plus longue, et de manière inégale, à une association, à un syndicat ou à un parti politique. Les politologues de langue française s'accordent quant à eux à établir une distinction entre une participation politique dite « conventionnelle » et une participation « non conventionnelle ».

- La participation « conventionnelle » est l'implication du citoyen dans la vie politique institutionnalisée. C'est autour de l'élection et donc de l'acte de vote que s'ordonne cette participation « conventionnelle », mais celle-ci peut s'étendre également à tout ce qui concourt à produire le processus électoral (écoute des émissions politiques, discussions et débats politiques, participation à des réunions, etc.)⁸.
- La participation « non conventionnelle » est l'ensemble des manifestations qui peuvent être tout aussi bien légales (signer une pétition, boycotter un produit, etc.) que violentes (occupation de bâtiments, destruction de documents etc.). Si la participation « non conventionnelle » se manifeste parfois par l'action individuelle (grève de la faim), ce sont très généralement des actions collectives (de mobilisation de groupes d'individus), souvent directes (sans la médiation de représentants, du moins sa négation) et autonomes (quand elles se font hors des cadres juridiques et des procédures de règlement des conflits). La participation « non conventionnelle », pour certains auteurs est en quelque sorte l'expression d'une « démocratie de l'entre-deux » qui vise dans sa démarche à établir des nouvelles formes de régulation politique autonomes vis à-vis de la démocratie représentative parlementaire⁹.

La médiation politique signifie, quant à elle, les mobilisations collectives qui parcourent la société ramenées au jeu des forces politiques et des groupes d'intérêts, à la démocratie représentative mais aussi à tout mécanisme de conciliation reconnu ou subi par tous les acteurs d'un système politique (la démocratie « consociative » par exemple)¹⁰. Pour autant, étant donnée que l'évolution des sociétés européennes est marquée par des processus de différenciation toujours à l'œuvre, les principes d'unification et d'intégration qu'impliquent les démocraties représentatives et/ou « consociatives » et la logique de rationalisation de la politique consubstantielle de la fondation de l'Etat providence, sont contestées ou revêtent d'autres formes¹¹.

⁷ DALTON, Russel J., *Citizen Politics in Western Democracies*. Chatam : House Publishers, p7-8, 1988.

⁸ MAYER, Nonna & PERRINEAU, Pascal, *Les Comportements Politiques*. Paris : A.Colin Editions, p15-18, 1992.

⁹ GROUX, Guy, « Crise de la médiation et mouvements sociaux : vers une démocratie de l'entre-deux ? ». In, *Le Désenchantement Démocratique*, Pascal Perrineau (dir.). La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, p231-243, 2003.

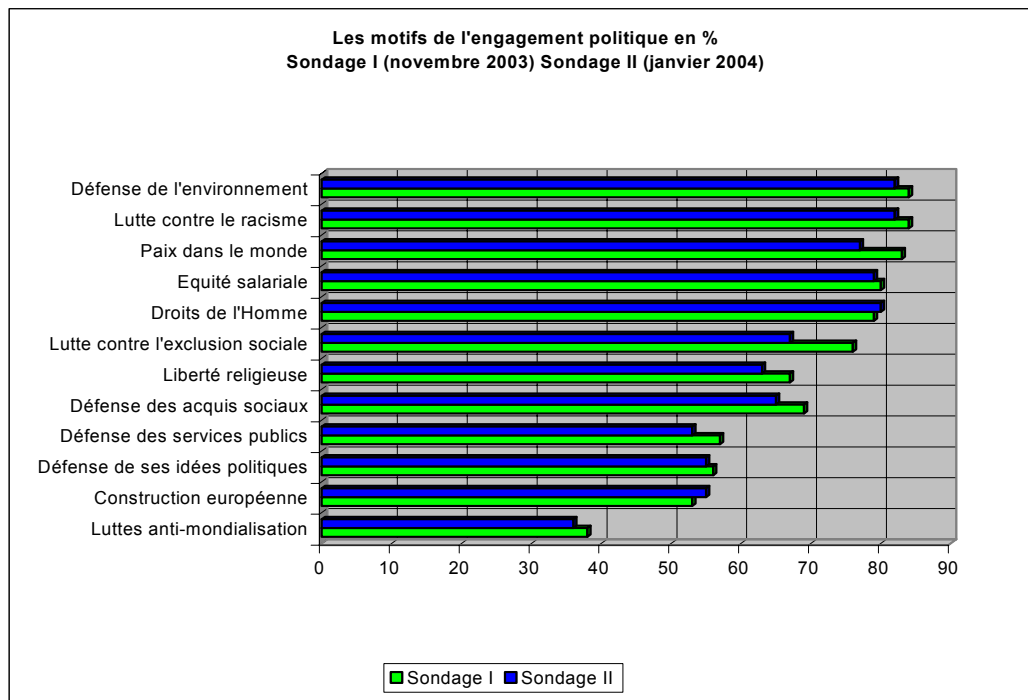
¹⁰ LAMIZET, Bernard, *La Médiation Politique*. Paris : Editions L'Harmattan, 1998.

¹¹ OFFE, Carl, *Disorganized capitalism, Contemporary Transformations of Work and Politics*. Cambridge : Polity Press, 1985.

2 Conditions et modes de la participation politique

A l'approche des élections législatives et européennes, les discussions politiques se font un peu plus nombreuses. En novembre 2003, 16% ne parlaient jamais politique, ils ne sont plus que 12% dans le Sondage II. 37% des Portugais dans le cumul des sondages I et II déclarent « ne jamais parler de politique ». 26% de ceux qui ont suivi seulement des études au niveau primaire sont aussi peu disert sur la politique. Les jeunes de manière générale sont aussi peu disposés aux discussions politiques. 23% des jeunes de 25 à 34 ans disent « ne jamais parler politique » alors qu'ils ont exercé au moins une fois leur devoir électoral.

2.1 Les motifs pour un engagement politique



☛ Schéma explicatif :

Dans le prime analyse, nous avons énoncé l'idée que « *s'engager politiquement est un acte de prise de position dans le débat public et, sous cet aspect, il comporte une dimension identitaire, classant les individus aux yeux des autres et à leurs propres yeux. Dans le même temps l'engagement ne doit plus être défini comme un acte d'adhésion à une idéologie d'un groupe spécifique (un parti ou à un syndicat) mais comme un acte mû par un intérêt personnel pour une cause pouvant devenir collective. Ce n'est pas le signe d'une désaffection du politique mais plutôt, comme le dit Pascal Perrineau l'expression d'une « crise de mutation »* »¹².

¹² PERRINEAU, Pascal, *Engagement Politique. Déclin ou Mutation ?* Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, p13 et suivante, 1994.

Or, lorsque l'on regarde la structuration des causes de l'engagement par groupes sociaux, on s'aperçoit que la mutation décrite de l'engagement politique se poursuit. Pour autant, la représentation collective de la politique tend à se réduire au profit d'une logique d'action construite d'abord sur l'intérêt individuel ou sur celui de son groupe ou de sa communauté immédiate. Ceci non seulement ne facilite pas le rôle des partis politiques comme « agents d'intégration et de médiation » des intérêts et des éventuels conflits dans la société mais aussi porte atteinte à la légitimité des politiques publiques à prétention universaliste qui pourraient être décidées par tout gouvernement¹³. Rappelons également l'enquête sur les *Valeurs au Luxembourg* avait montré que la « proportion des personnes politisées et très politisées augmente nettement en fonction du fait d'être membre ou non d'une association, et d'être membre de plusieurs associations »¹⁴.

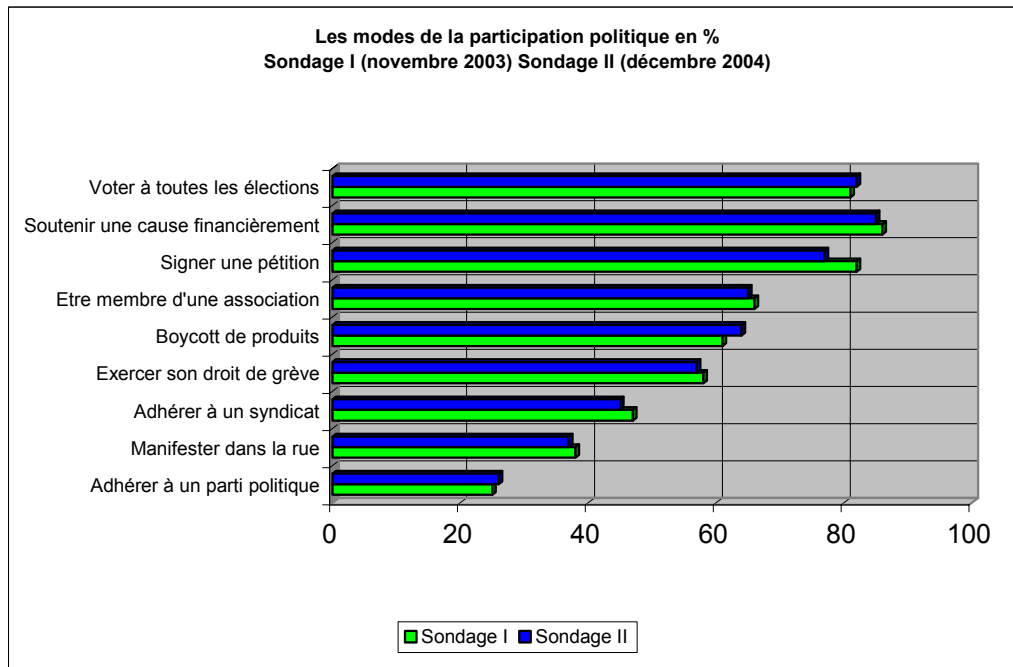
Quelques chiffres sur les plus « grands supporters » et les « moins enthousiastes » des causes motivant l'engagement en politique des sondages I et II cumulés:

- Ceux qui s'engageraient toutes proportions gardées - le moins pour la paix dans le monde sont les 65 et + et les universitaires. Respectivement 77 et 76% seraient prêts à le faire. Les plus disposés les jeunes de 18-24 ans (94%).
- Ceux qui s'engageraient toutes proportions gardées - le moins pour la lutte contre le racisme sont les 65 et +. 67% seraient prêts à le faire.
- Ceux qui s'engageraient toutes proportions gardées - le moins l'équité salariale entre les hommes et les femmes sont les 65 et +, les universitaires et les étrangers autres que Portugais. 73% d'entre eux seraient prêts à le faire.
- Ceux qui s'engageraient toutes proportions gardées - le moins pour la promotion des droits de l'Homme et la démocratisation sont les Portugais et les habitants de la circonscription Nord. 73% d'entre eux seraient prêts à le faire.
- Ceux qui s'engageraient toutes proportions gardées - le moins pour lutter contre l'exclusion sont les habitants de la circonscription Nord, ceux qui n'ont fait que des études primaires et les + de 65 ans. Respectivement 67, 64 et 64% seraient prêts à le faire.
- Ceux qui s'engageraient toutes proportions gardées - le moins pour la liberté religieuse sont ceux qui gagnent entre 3501 et 5000 euros par mois, ceux qui n'ont suivi que le secondaire 2nd cycle et les Portugais. Respectivement 59, 61 et 61% seraient prêts à le faire.
- Ceux qui s'engageraient toutes proportions gardées - le moins pour la défense des acquis sociaux sont les résidents étrangers et les jeunes de moins de 17 ans (la population non électorale). 62% seraient prêts à le faire.
- Ceux qui s'engageraient toutes proportions gardées - le moins pour la défense de leurs idées politiques sont les habitants de la circonscription Centre, les jeunes de 25-34 ans, les étrangers autres que Portugais. Respectivement, 45, 46 et 47% seraient prêts à le faire.
- **La population électorale est la moins prête à s'engager pour la construction européenne.** 48% des Luxembourgeois en âge de voter y seraient prêts.
- **La défense des services publics apparaît surtout comme une cause motivant les fonctionnaires. 73% y seraient prêts.**
- Les luttes « anti-mondialisation » motiveraient surtout ceux qui gagnent entre 2501 et 3500 euros par mois, ceux qui travaillent plus de 40 heures par semaine et les habitants de la circonscription Nord. Respectivement 43, 41 et 41% seraient prêts à le faire.

¹³ Voir particulièrement à ce sujet le sous chapitre « De la légalité à la légitimité de la gouvernance », CALAME, Pierre, *La Démocratie en Miettes : pour une révolution de la gouvernance*. Paris : Editions Descartes et Cie, p153-169, 2003.

¹⁴ LEGRAND, Michel (sous la direction de), op.cit, Chapitre 6, une citoyenneté en évolution, p402-403, 2002.

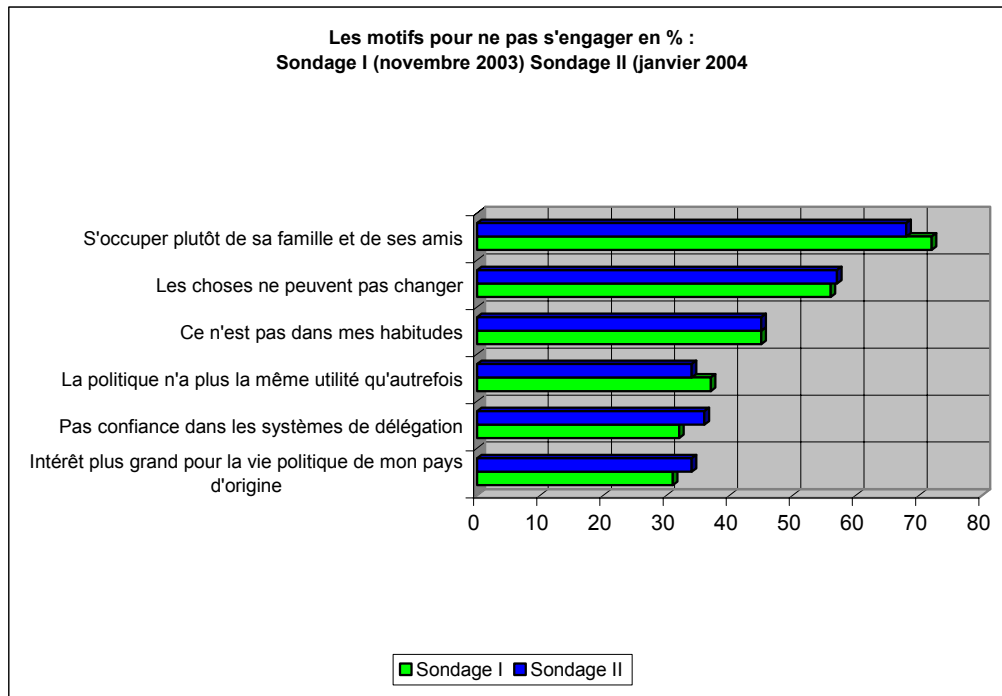
2.2 Les modes de la participation politique



Quelques chiffres sur les groupes sociaux et les modes de participation politique

- Les « moins enthousiastes » pour voter à toutes les élections sont toujours les Portugais et les autres étrangers. Respectivement 42% et 30% ne souhaitent pas le faire. 32% des jeunes de 18-24 ans ne désirent pas voter à toutes les élections.
- Les « moins enclins » à adhérer à une association sont ceux qui ont fait seulement des études primaires, les plus de 65 ans et les non-actifs. Respectivement 51, 48 et 43% ne veulent pas à adhérer à une association.
- Les « plus rétifs » à signer une pétition sont les plus de 65 ans et ceux qui n'ont suivi que le primaire (31% ne le veulent pas).
- Les « plus circonspects » quant à l'exercice du droit de grève sont : Ceux qui travaillent plus de 40 heures par semaine (50% déclarent « ne pas vouloir exercer ce droit »), les habitants de la circonscription Centre (50%), les étrangers autres que Portugais (48%).
- Le boycott des produits n'est plus une « valeur sûre » pour 55% des 18-24ans.
- Manifester dans la rue n'est pas à proprement parler la «tasse de thé » de ceux qui ont plus de 65 ans (78% déclarent « ne pas vouloir exercer ce droit »), de ceux qui travaillent plus de 40 heures par semaine, des étrangers autres que Portugais, les universitaires (respectivement 70, 67 et 67%).
- Les plus opposés à l'idée d'adhérer à un syndicat sont : Les non actifs (63% ne le veulent pas), ceux qui travaillent plus de 40 heures, les étrangers autres que Portugais (62% pour chacun).
- **86% des habitants de la Ville de Luxembourg ne veulent pas adhérer à un parti politique. C'est aussi le cas pour 84% de ceux qui ont un bac +1-bac+3 et 80% des 18-24 ans.** Inversement ceux qui sont les plus enclins à le faire sont ceux qui ont entre 50 et 64 ans (35% ont envie de le faire) et ceux qui gagnent moins de 2500 euros par mois (32%).

2.3 Les motifs pour ne pas s'engager



2.4 La structuration du vote

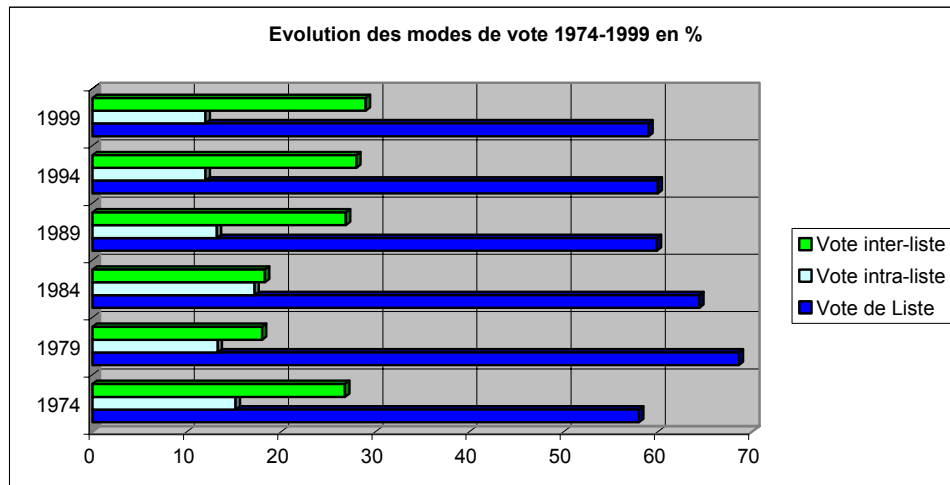
Dans l'étude Elect 1999¹⁵, nous avons mis en exergue que les Luxembourgeois préféraient voter la liste entière que « panacher » (vote inter-liste et vote intra-liste)¹⁶.

¹⁵ FEHLEN Fernand, PIROTH Isabelle, POIRIER Philippe. *Les élections au Grand-Duché de Luxembourg, Rapport sur les élections communales, législatives et européennes de l'année 1999, Etude réalisée pour la Chambre des Députés*. Luxembourg, p213 et suivante, 2001. Etude téléchargeable sur le site de la Chambre des Députés :

<http://www.chd.lu/fr/organisation/documentation/espTele.jsp>.

¹⁶ Le vote de la liste en entier accorde un suffrage à tous les membres d'une seule liste. Sans aucun doute, ce vote exprime l'attachement de l'électeur envers son parti et les consignes qui ont été données. C'est le mode de vote que les partis préfèrent, d'où les consignes qu'ils multiplient avant chaque scrutin. Il peut exprimer aussi le malaise d'une partie de l'électorat qui ne possédant pas d'informations suffisantes sur les candidats, choisit délibérément de voter en faveur de la liste entière par « atavisme politique ». Le panachage intra-liste ou vote individualisé sur une même liste est la possibilité offerte à l'électeur d'exprimer son vote sur un nombre restreint de candidats appartenant à la même liste, en donnant à chacun entre 0 et 2 suffrages. S'il le souhaite, il peut attribuer deux votes sur le même candidat exprimant ainsi sa reconnaissance, son adhésion et parfois son plébiscite envers un candidat. Un électeur partisan pourra aussi arbitrer le leadership au sein du parti par ce vote. Notamment en attribuant un nombre de voix supplémentaires à un candidat autre que la tête de liste. Le panachage inter-liste ou vote panaché proprement dit est la possibilité offerte à l'électeur de répartir ses suffrages sur deux ou plusieurs listes. Le nombre de suffrages distribués ne doit pas être supérieur au nombre total des sièges assignés à sa circonscription électorale. Comme nous le verrons par la suite, cette pluralité du vote panaché n'a pas les mêmes répercussions sur la nature et l'origine des votes selon les partis politiques luxembourgeois. Le vote panaché est l'expression de la souveraineté de l'électeur qui se joue ainsi des consignes partisans.

Aux élections de juin 1999 (voir le graphique ci-dessous). 59% des électeurs avaient choisi le vote de liste. Nous avons constaté également que le déclin du vote de liste s'était ralenti depuis 1989. Finalement, nous avons noté que le vote intra-liste était en perte de vitesse par rapport au vote inter-liste et ce depuis 1979. Aux élections de juin 1999, les électeurs votaient en panachant à 71% entre différentes listes contre 29% pour les seuls candidats d'une même liste.

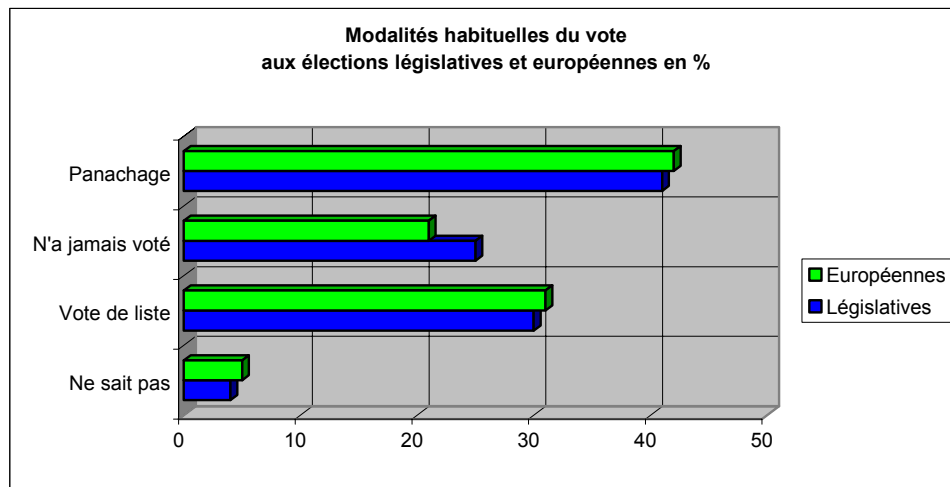


En « agrégeant » les résultats des sondages de novembre 2003 et de novembre 2004, **55% de la population « électorale »** - c'est à dire les Luxembourgeois qui ont la possibilité et l'obligation de voter aux élections législatives - **userait du vote panaché. Ce comportement affiché ne correspond pas comme nous l'avons vu à celui des élections passées. Si une telle attitude se confirmait dans les urnes en juin 2004, nous assisterions à une transformation majeure du comportement électoral des Luxembourgeois en âge de voter**¹⁷. La modification de la structuration du vote au bénéfice du vote panaché serait aussi la confirmation de la transformation de la médiation politique au détriment des partis politiques luxembourgeois, déjà généralement plus « faibles » que les partis allemands, italiens ou français. Plus précisément, le recours au vote panaché serait très important dans les circonscriptions Nord et Est (en l'occurrence, c'est plutôt une tradition). Respectivement 57 et 46% des personnes interrogées dans ces circonscriptions (population « électorale » et « non électorale confondues ») utiliseraient le vote inter-liste et vote intra-liste. Les fonctionnaires seraient aussi « très adeptes » de ce type de vote (50% d'entre eux voteraient de cette manière). **Tous les électeurs au-dessus de 35 ans l'emploieraient dans de très fortes proportions**, respectivement, 46% pour les 35-49ans, 46% pour les 50-64ans, 46% pour les 65 et + (population « électorale » et « non électorale » confondues).

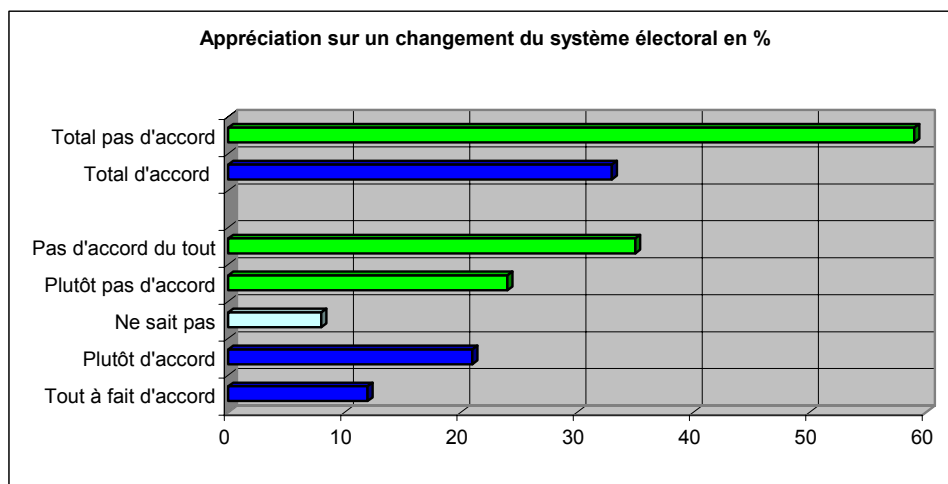
¹⁷ Il est important de retenir aussi que les personnes interrogées déclarent beaucoup plus user du vote panaché qu'en réalité. Par exemple, lors des élections de 1999, dans l'enquête pré-électorale, 34% avaient affirmé qu'ils allaient voter sur une seule liste. Dans les faits, 59% le firent. Voir, FEHLEN Fernand, PIROTH Isabelle, POIRIER Philippe, op.cit, p316, 2001.

Autre comportement électoral annoncé intéressant est celui des électeurs de la circonscription Sud. 42% d'entre eux déclarent user du vote panaché. D'une part, ce résultat confirme la tendance - déjà remarquée dans l'étude Elect 1999 - que la forte proportion du vote de liste cesse d'être une particularité de la circonscription Sud. Autrement dit, la prégnance altérée de la culture ouvriériste entraîne le déclin de la représentation collective de l'entreprise politique. Probablement, l'affirmation du recours au vote panaché passé est aussi fortement lié à la configuration des listes actuellement en compétition. Les partis présentent en effet en grand nombre des candidats ayant des ressources autres que proprement partisans, nous pensons par exemple au Premier ministre et au président de l'OGBL. Finalement, **le déclin de la représentation idéologique des conflits sociaux et économiques et des agents censés la relayée (les partis politiques notamment) et la structuration de la couverture médiatique renforce peut-être dans le chef de l'électeur la tentation de répartir son vote entre différentes personnalités.**

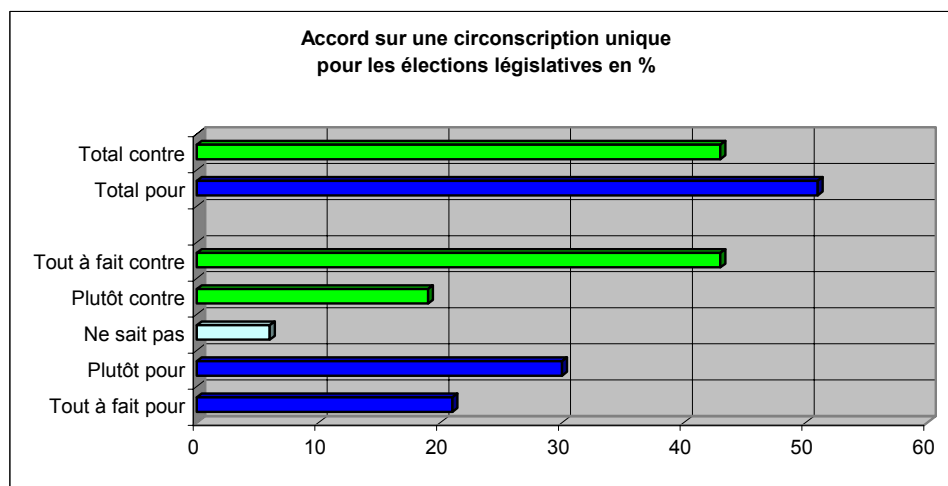
Il est à noter aussi que 25% des personnes interrogées n'ont jamais voté aux élections législatives. Ce pourcentage très important tient au fait que le sondage inclut l'opinion des 16-17 ans et des étrangers résidents qui par définition n'ont pas le droit de vote.



Du fait que des Luxembourgeois, s'affichant comme des « électeurs stratégés », il est « normal » que les sondés soient « conservateurs » sur l'éventualité d'un changement du système électoral. 59% de toutes les personnes interrogées (population « électorale » et « non électorale » confondues) y sont opposés. Plus particulièrement, 67% de la population « électorale » y est contre. Parmi ceux qui ne voient pas d'un « bon œil » un changement dans le système électoral, on retrouve : Les habitants des circonscriptions Nord et Est (respectivement 66% et 64%), les plus âgés d'entre nous (64% pour les 50-64ans, 63% pour les + de 65 ans), ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois (69%). Les hommes sont plus « conservateurs » sur cette question que les femmes (respectivement 64% et 55%). Les Portugais, de tous les groupes sociaux, sont ceux qui supportent le plus l'idée d'un changement du système électoral (54% y sont en faveur). Plus que la modification des mécanismes structurant l'expression du vote (vote de liste, vote panaché) c'est peut-être la manifestation de leur part qu'ils souhaitent une meilleure intégration au processus décisionnel grand-ducal.

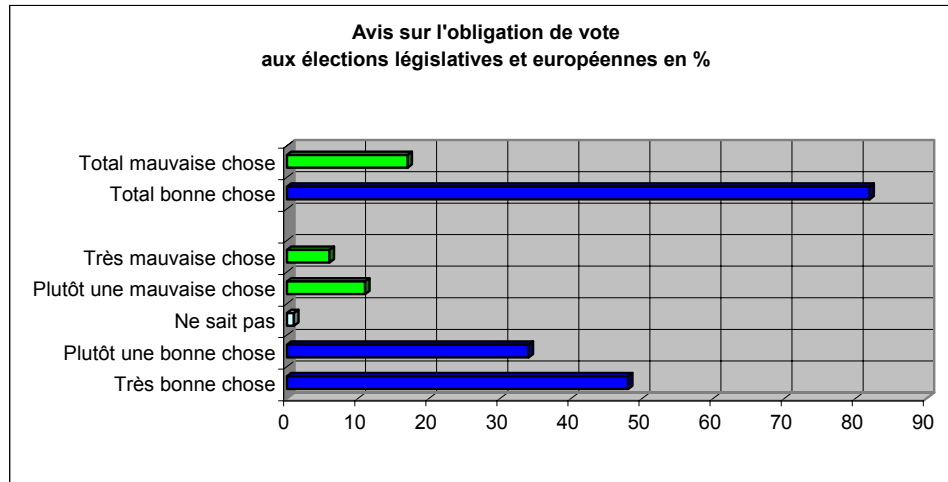


En revanche, **une courte majorité des personnes interrogées (51%) se prononce en faveur de l'élection des députés nationaux au sein d'une circonscription unique**¹⁸. Les « plus enclins » à une telle redistribution géographique du vote sont : Ceux qui ont fréquenté seulement le primaire (59%), les habitants du Sud (56%), les Portugais (56%), les 50-64 ans (54%). Les plus opposés « naturellement » se retrouvent chez les habitants des plus petites circonscriptions, celles du Nord et de l'Est (respectivement 52 et 51% y sont opposés).



Le vote est obligatoire au Luxembourg. A une majorité écrasante (82%), les personnes interrogées souhaitent le maintien de l'obligation du vote pour les élections législatives et européennes. Alors que plusieurs Etats pensent à l'introduire en raison de l'abstention galopante, notamment en Allemagne et en France, il est intéressant de noter que les étrangers autres que Portugais sont parmi ceux qui soutiennent le moins –toute proportion gardée– cette disposition. 31% affirment que c'est une « mauvaise chose ».

¹⁸ Ce résultat est en contradiction avec celui de l'étude sur les Valeurs au Luxembourg. Les habitants du Nord et de l'Est y étaient les plus en faveur de la circonscription unique. Voir, LEGRAND, Michel (sous la direction de), op.cit, Chapitre 6, une citoyenneté en évolution, p520-521, 2002.



Dans le cas où le vote ne serait plus obligatoire aux élections législatives, 88% des personnes interrogées déclarent qu'elles iraient voter. Ceux qui seraient les « plus tentés » par l'abstention - toute proportion gardée - sont les Portugais (22% n'iraient pas voter) et les jeunes de 18-24 ans (21%).

Le civisme serait moins important en ce qui concerne les élections européennes. 79% des sondés affirment qu'elles iraient tout de même voter aux élections européennes. Dans ce cas de figure les abstentionnistes se recruteraient avant tout chez : Les Portugais (31% n'iraient pas voter) les jeunes de 18-24 ans (28%), ceux qui habitent dans le Nord du pays (24%), les célibataires (24%), ceux qui ont suivi seulement des études au niveau primaire (23%) et ceux qui ont fréquenté seulement le secondaire 2nd cycle (23%).

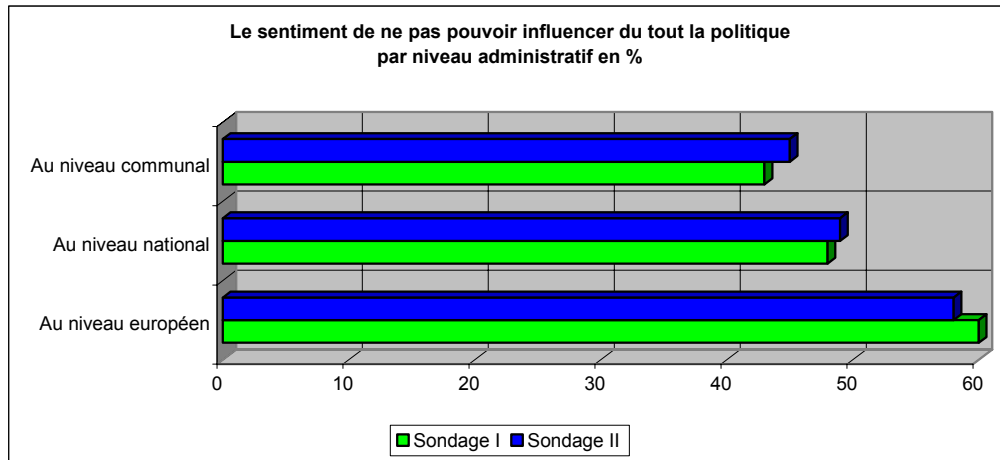
3 Confiance dans le système démocratique et ses institutions

3.1 La prise en compte de son opinion

3.1.1 Son opinion politique réussit-elle à s'imposer ?

En « cumulant » les deux sondages, 55% de tous les habitants du Luxembourg déclarent réussir à imposer leur opinion en famille et dans le cercle de leurs amis. 32% des personnes interrogées affirment au contraire qu'elles n'y parviennent pas. Plus on est jeune, plus il est difficile d'imposer son opinion. C'est le cas de 37% des interrogés qui ont entre 18 et 24 ans. 41% des Portugais n'y arrivent jamais. Le niveau d'études joue également. Plus elles sont longues plus on a tendance à s'imposer ou à le croire. C'est particulièrement le cas pour ceux qui ont suivi des études à bac+1 et bac+3. Seuls 25% d'entre eux déclarent « ne pas y arriver » (61% d'entre eux y parviennent, surtout en famille). C'est aussi la même chose au niveau des revenus. Plus, ils sont élevés plus on « s'impose ». Ceux dont les revenus mensuels dépassent les 5000 euros sont seulement 28% à affirmer « ne pas y parvenir ». Si l'on compare cette fois-ci les Sondages I et les Sondage II, on s'aperçoit que ceux qui déclarent « ne pas réussir à imposer leur opinion » sont un peu moins nombreux (33% en novembre contre 31% fin janvier-début février).

3.1.2 Le sentiment de participer au processus décisionnel



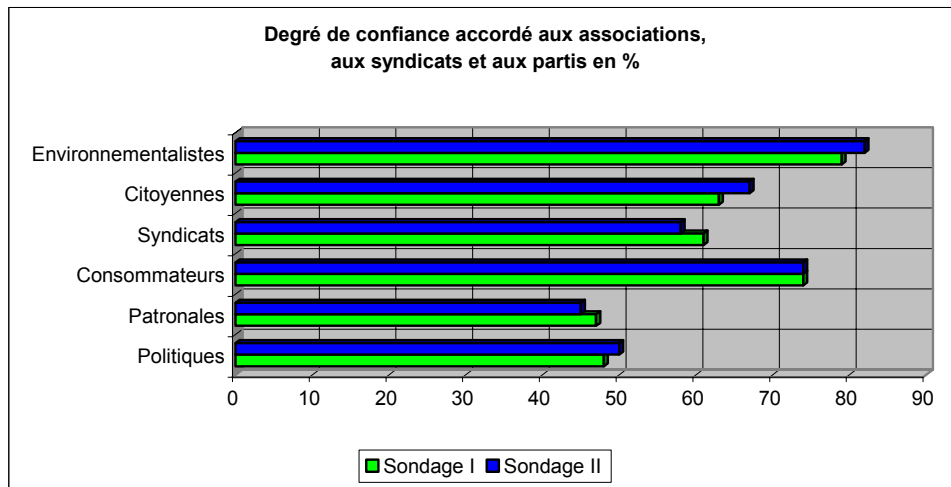
☛ Schéma explicatif :

Comme nous l'avons déjà écrit dans la prime analyse « *phénomène classique de hiérarchisation du pouvoir d'influence dans le chef de l'électeur, le plus élevé se situe au niveau de la commune, le plus bas au niveau de l'Europe* ».

- *Ce sentiment est conditionné, en premier lieu, par le fait que les électeurs restent persuadés qu'ils seront capables d'influencer un élu communal parce qu'ils le connaissent personnellement (ou par l'intermédiaire d'un tiers)». Il est à noter tout même que 56% des habitants de la Ville de Luxembourg déclarent « ne pas pouvoir influencer du tout la politique au niveau communal ». C'est aussi le cas de 50% de ceux qui n'ont suivi que des études primaires ou qui travaillent plus de 40 heures par semaine.*
- *En second lieu, les électeurs connaissent mal les institutions nationales et le processus décisionnel européen. Les habitants de la Ville de Luxembourg sont particulièrement représentatifs d'un tel schéma explicatif. La majorité d'entre eux ne sont pas des nationaux, ils ne sont donc pas ou peu familiarisés avec des institutions qui parfois n'existent même pas dans leur pays. Et comme, ils n'ont pas accès, ou dans un délai minimum de cinq ans, au droit de vote pour les élections communales et pour les élections européennes, ils ne s'intéressent pas vraiment à ce que réalise le gouvernement luxembourgeois. Qui plus est, ils n'ont pas accès à la vie politique nationale ne maîtrisant pas ou mal le luxembourgeois. Et pour certains d'entre eux, ils ne s'y intéressent pas car la vie politique du pays est le dernier espace social où le luxembourgeois domine. 59% des 65 et +, 56 % des non-actifs et 53% des étrangers autres que Portugais et de ceux qui travaillent plus de 40 heures déclarent « ne pas pouvoir influencer la politique nationale ». Ceux qui disent être le « plus en mesure d'influencer la politique nationale » sont les universitaires (32% déclarent « pouvoir influencer un peu » la politique nationale).*
- **En troisième lieu, les Luxembourgeois sont de tous les habitants, par nationalité, ceux qui ressentent le plus l'impossibilité d'influencer le processus décisionnel européen, (19% déclarent « l'influencer très peu » et 66% « pas du tout »).** Notons que 72% des + de 65 et plus déclarent « ne pas pouvoir du tout influencer la politique européenne ». Ceux qui croient le plus pouvoir le faire sont les étrangers autres que Portugais. 35% d'entre eux déclarent « pouvoir influencer un peu la politique européenne » contre 12% pour les Luxembourgeois.

3.2 La confiance dans les organisations représentatives et les institutions

3.2.1 La confiance dans les associations, les syndicats et les partis



☛ Schéma explicatif :

En comparant les sondages I et II, on s'aperçoit que tous les habitants du Grand-Duché accordent un très fort degré de confiance aux associations environnementalistes (82% +3 points), de consommateurs (74%)¹⁹ et aux initiatives dites « citoyennes » (67%, + 4 points).

Si nous agrégeons les résultats des deux sondages, nous pouvons constater que ces « formes autres de médiation politique » ne sont pas soutenues de la même façon suivant la nationalité, le lieu de résidence et la position dans l'espace social. Les étrangers - toutes nationalités confondues - et les habitants de la Ville de Luxembourg accordent une plus grande confiance à ce nouveau type de médiation politique que les Luxembourgeois et les habitants des circonscriptions Nord et Est. Les plus diplômés de la société luxembourgeoise et ceux qui ont les revenus les plus hauts y sont aussi beaucoup moins disposés.

- En ce qui concerne les associations environnementalistes, les plus forts degrés de confiance sont exprimés par ceux qui ont un bac+1 et bac+ 3 (89%), les habitants de la Ville de Luxembourg (85%) et les autres étrangers que Portugais (82%). Nous retrouvons ici peut-être les groupes sociaux que Ronald Inglehart qualifie de « postmatérialistes »²⁰. Inversement, ceux qui sont les « plus rétifs » - toute proportion gardée - à ce mode de médiation politique sont ceux qui ont poursuivi des études universitaires au-delà de quatre années (24% d'entre eux disent au total « ne pas avoir confiance dans ce type d'associations »), les habitants de la circonscription Nord (23%), ceux qui gagnent mensuellement plus de 5000 euros (22%). Les enjeux environnementaux construits par les habitants des agglomérations urbaines sont parfois dissemblables avec ceux des habitants des

¹⁹ Erratum : Dans le document analyse première, le degré de confiance accordé aux associations de consommateurs indiqué dans le graphique n'était pas juste. Il fallait lire « 74% des personnes interrogées accordent confiance aux associations de consommateurs » et non 47%.

²⁰ Pour cet auteur, de plus en plus de citoyens ont adopté de nouvelles valeurs dites « postmatérialistes » comme l'égalité entre les sexes, la défense de l'environnement, le respect des identités culturelles et linguistiques ou bien encore le désir profond de sécurité et de liberté économique à la fin des années 60.

zones « les plus rurales » d'un Etat. Pour les premiers, il s'agit avant tout de lutter contre les pollutions et garantir la sécurité alimentaire. Pour les seconds il s'agit d'assurer le maintien des revenus des exploitants agricoles tout en réorganisant les modes de production hérités de la mécanisation des années 50-60 et de la standardisation des produits voulus à la même époque par les consommateurs. Le problème récurrent des inondations doit aussi influencer de manière positive et négative la perception des associations environnementalistes dans le Nord et l'Est.

- En ce qui concerne les associations de consommateurs, les « plus sensibles à leurs sirènes », sont ceux qui ont un bac+1 et bac+3 (82% leur accordent au total leur confiance), les 25-34 ans (80%), les étrangers autres que Portugais (80%), ceux qui gagnent entre 3501 et 5000 euros par mois (78%). Toutes proportions gardées, les « plus circonspects » à ce mode de médiation politique sont ceux qui habitent la circonscription Nord (30%), sont les 35-49 ans (28%), les Luxembourgeois (27%).
- En ce qui concerne les associations citoyennes (Biergerinitiativen), les « plus fervents » sont les étrangers autres que Portugais (76% leur « accordent au total leur confiance »), ceux qui gagnent entre 3501 et 5000 euros par mois (74%), ceux qui ont un bac +1 et bac+3 (71%). Inversement, ce sont les Luxembourgeois, les « nordistes », ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois (37%) et les fonctionnaires (36%) qui déclarent au total ne pas avoir confiance dans ce type de médiation politique. Les étrangers - écartés du processus décisionnel luxembourgeois ou refusant d'eux même de s'y associer- trouvent peut-être ici le moyen de « participer autrement » à la vie politique luxembourgeoise qu'ils considèrent par ailleurs à bien des égards comme un échelon équivalent à celui d'une grande métropole européenne ou d'une petite région.

Pour mémoire, nous reprenons également les trois paradigmes utilisés dans la prime analyse²¹ pour comprendre l'éventuelle transformation des modes de la participation politique.

« En premier lieu, les individus dont le degré de politisation est faible, sont persuadés que ces associations sont « neutres », qu'elles ne véhiculent aucunes valeurs autres que le prétendu intérêt général ou local [...] Soutenir ce type d'associations leur apparaît donc comme l'un des moyens retardant leur réelle ou imaginaire exclusion de la politique.

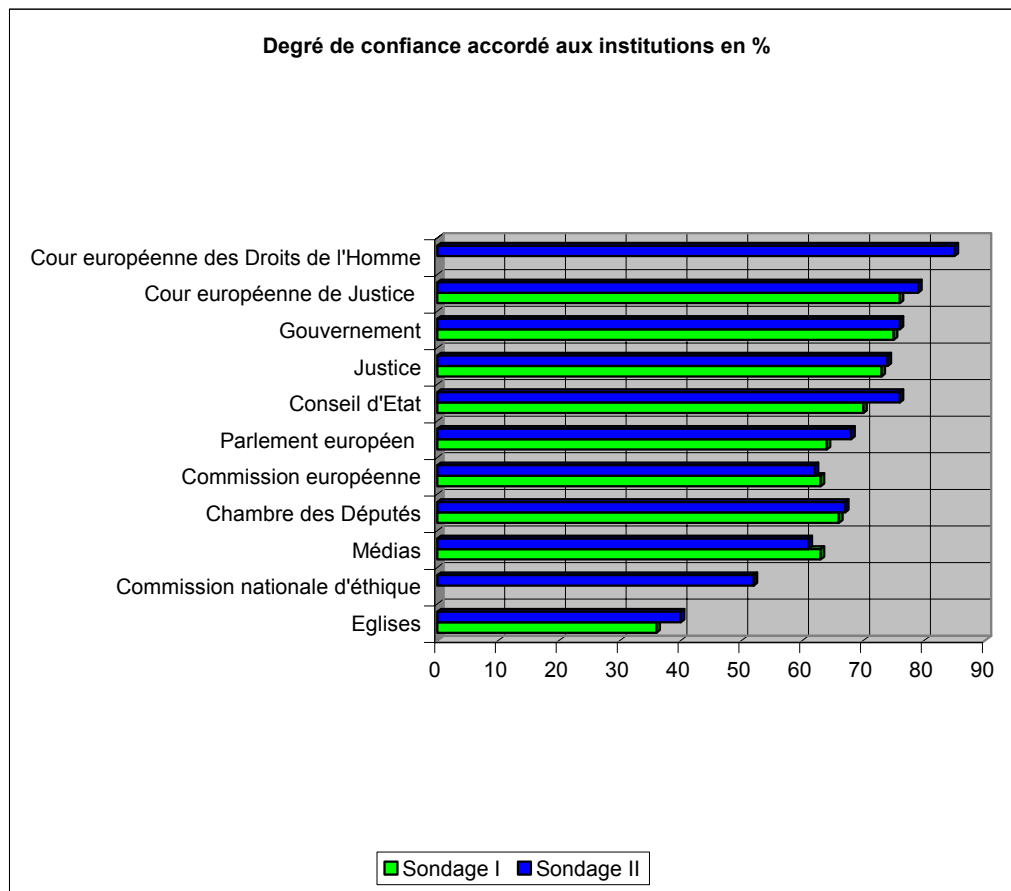
En second lieu, le soutien apporté à ces associations illustre de nouveau le fait que nous sommes engagés à la fois dans une recomposition du « comment faire de la politique » et dans une transformation des valeurs qui régissaient les sociétés européennes depuis 1945. L'individuation et l'exigence absolue d'une qualité de vie- qui elle-même se doit d'associer à la fois les plus hauts standards technologiques et le respect d'une nature mythifiées- font et feront le succès de ce type d'associations. Elles ne sont légitimes en effet qu'à partir du moment où elles sont l'expression directe et passagère de la volonté des individus et/ou des habitants d'un quartier²². En quelque sorte, leurs existences témoignent de la privatisation de l'activité politique. L'espace public n'est plus l'expression d'une volonté de vivre ensemble dans le respect de droits universels accordés à chacun mais au contraire, le lieu du respect absolu des droits individuels et immédiats (par exemple ma tranquillité par rapport au balai aérien du Findel se doit d'être respectée sans pour autant que je sois obligé de renoncer à mes vacances à Majorque en partant du Findel).

²¹ POIRIER, Philippe, FEHLEN, Fernand, MARGUE, Charles, op.cit, p.12, 2003.

²² SAWICKI, Frédéric, «Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement ». In *La Politisation*, sous la direction de Jacques Lagroye. Paris : Editions Belin, p.123-146, 2003.

En troisième lieu, ces associations attirent les individus car ils sont aussi confrontés au vertige de leur autonomie. Ils se sont affranchis -ou sont entrain de le réaliser- des modes de sociabilité traditionnels (les Eglises, les partis, les syndicats), ils sont soumis à une redéfinition technologique du travail sans précédent depuis la révolution industrielle et à une amélioration vertigineuse de leur niveau de vie, il est donc logique que ces individus recherchent à la fois à donner un sens à leur vie (les associations environnementalistes) et adhèrent à des associations qui luttent ou qui accompagnent la transformation sociale et économique (les associations de consommateurs). Pour les Luxembourgeois, ce phénomène est particulièrement fort car la société d'il y a vingt-cinq ans était encore largement dominée par des référents sociaux communautaires, curieux cocktails associant des éléments de la culture ouvriériste et les derniers lambeaux d'une culture agraire ».

3.2.2 La confiance dans les institutions



☛ Schéma explicatif :

Le degré de confiance dans les institutions permet avant tout de savoir comme les individus se représentent la politique et ce qu'ils en attendent. En comparant les sondages I et II, on

s'aperçoit que tous les habitants du Grand-Duché accordent toujours un très fort degré de confiance à toutes les instances incarnant la Justice²³. Par rapport au premier sondage, nous avons ajouté dans la liste des items, la Cour européenne des Droits de l'Homme siégeant à Strasbourg. Or, 85% de tous les habitants du Luxembourg ont confiance dans cette institution.

La Cour européenne des Droits de l'Homme devient ainsi leur institution préférée devant la Cour européenne de Justice des Communautés Européennes, siégeant à Luxembourg (79%, +3 points), le Conseil d'Etat (76% +6 points), la Justice (74% + 1 point) et le Gouvernement (74% + 1 point).

Cet extraordinaire degré de confiance dans les organes judiciaires est comme nous l'avions déjà remarqué dans la prime analyse «*une nouvelle preuve de la juridiciarisation et du « rendre compte » (accountability) de la politique*»²⁴. Les sondages équivalents en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni montrent en effet que les plus hautes juridictions nationales ou cours constitutionnelles sont de plus en plus « appréciées » par les simples citoyens. A l'image des associations environnementalistes, elles sont considérées comme « neutres », même si dans la réalité ceci ne se vérifie pas. Ce fort degré de confiance accordé au pouvoir judiciaire signifie aussi la nécessité d'un référent moral pour l'individu qui doit faire face au vertige de son autonomie. C'est aussi comme l'affirme Claude Lefort, le signe avant-coureur d'une désaffection, voire d'une contestation de la démocratie représentative²⁵ ».

La grande confiance dans les institutions européennes s'explique par la notoriété très forte de ces institutions au Luxembourg. Le dernier eurobaromètre rappelait ainsi «*qu'au Luxembourg, les institutions communautaires sont extrêmement bien connues, du fait certainement que plusieurs d'entre elles ont leur siège dans la capitale ou y tiennent des réunions; les taux respectifs sont tous supérieurs à la moyenne UE* »²⁶. 95% de tous les habitants du Luxembourg (UE: 91%) déclaraient ainsi connaître le Parlement européen, Ils étaient 92% pour la Commission européenne (UE: 81%) 90% pour la Commission européenne, (UE: 72%), 85% en ce qui a trait à la Cour de justice, (UE: 73%), 81% au sujet de la Banque centrale européenne (UE: 64%)²⁷. Notons tout de même, le grand différentiel qui demeure entre l'« europhilisme » affiché dans les sondages administrés par nos soins et le dernier eurobaromètre. Si Les habitants du Luxembourg accordaient une confiance largement supérieure aux institutions européennes que la moyenne communautaire, il était constaté au Grand-Duché - comme partout en Europe- une baisse assez significative. La Cour de Justice (70%, -3 points; UE: 49%, -2 points) se trouvait en tête au Luxembourg, devant le Parlement européen (66%, -7 points; UE: 54%, -3 points), la Banque centrale européenne (63%, -6 points; UE: 44%, -3 points), la Commission européenne (61%, -7 points; UE: 46%, -4 points), et le Conseil des ministres (56%, -7 points; UE: 38%, -2 points).

²³ Dans l'étude sur les *Valeurs au Luxembourg*, les institutions ont l'indice de confiance était le plus élevé étaient : Le système de sécurité sociale (79%), le système de santé (78%), la police (72%). Le système judiciaire ne venait neuvième position avec un indice de 59% et immédiatement après l'Union européenne avec un indice de 58%. Voir LEGRAND, Michel (sous la direction de), op.cit, Chapitre 6, une citoyenneté en évolution, p484, 2002.

²⁴ BRAUD, Philippe, *La Démocratie Politique*. Paris : Editions du Seuil, Points essais, p.111-117, 2003, [1997].

²⁵ LEFORT, Claude, *Essais sur le Politique. XIXème-XXème siècles*. Paris : Editions du Seuil, Points essais, 2001.

²⁶ Commission européenne, *Rapport Luxembourg, L'élargissement, la perception des politiques de l'UE et de ses institutions, Eurobaromètre 60.1, Opinion publique dans l'Union européenne*. Bruxelles : Direction générale Presse et communication, p.40, automne 2003.

²⁷ Nous pourrions mieux apprécier les raisons d'une telle attitude grâce à notre participation au projet européen *Study of the European Election Study 2004* (<http://www.ees-homepage.net/>), enquête quantitative et qualitative des électeurs des différents Etats membres de l'Union européenne et dont le secrétariat scientifique est au *Mannheimer Zentrum für Europäische Sozialforschung*.

Autre remarque, le Parlement luxembourgeois, en dépit de sa base électorale qui est relativement différente de la population adulte résidentielle en âge de voter, enregistre un indice de confiance plutôt bon (68% + 4 points). Les médias enregistrent un indice de confiance en baisse (61% - 2points)²⁸.

Quelques chiffres sur les plus « grands supporters » et les « moins enthousiastes » des institutions démocratiques des Sondage I et Sondage II « cumulés ».

Les institutions européennes sont « moins » soutenues par ceux qui se situent tout en haut et tout en bas de l'échelle des revenus, par les Luxembourgeois. Les jeunes de 16-17 ans – mais pour ces derniers les effectifs sont peu nombreux dans les deux sondages- sont de tous les groupes sociaux ceux qui soutiennent le moins les institutions démocratiques.

- La confiance accordée à la Cour européenne des Droits de l'Homme est surtout le fait des étrangers autres que Portugais (93% déclarent « avoir confiance » en elle), des habitants de la circonscription Centre (90%). Les Portugais se distinguent. « Seulement » 69% lui font confiance soit 15 points de moins que la moyenne.
- 23% de ceux qui gagnent moins de 2500 euros par mois et 22% de ceux qui n'ont suivi que le secondaire 2nd cycle déclarent ne pas avoir confiance dans la Cour de Justice des Communautés Européennes.
- Ceux et celles qui ont le plus confiance dans la Justice de manière générale sont les 25-34 ans (82%), les Portugais (82%), ceux qui ont un bac +1 et bac+3 (79%), **Les divorcés sont de toutes les catégories sociales ceux qui lui accordent le moins de crédit (31% « n'ont pas confiance »).**
- Ce sont les 35-49 ans, les 50-64 ans et les fonctionnaires qui sont les plus confiants dans l'institution « Conseil d'Etat » (77% d'entre eux lui accordent leur confiance). 26% des habitants de la circonscription Nord déclarent « ne pas avoir confiance » en cette institution.
- Le Gouvernement est de toutes les institutions démocratiques la seule où les groupes sociaux ne se distinguent pas.
- 37% des 35-49 ans, 36% de ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois, 36% des Luxembourgeois, 36% des fonctionnaires déclarent « ne pas avoir confiance » dans le Parlement européen.
- **40% des Luxembourgeois et 38% de ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois « ne font pas confiance » à la Commission européenne.** 81% des Portugais « font confiance » à la Commission. 79% des 18-24 ans également.
- **34% des femmes ne font pas confiance à la Chambre des Députés.** Inversement les hommes sont de tous les groupes sociaux- avec les 50-64 ans- ceux qui sont les plus confiants dans cette institution. 71% affirment « avoir au total confiance ».
- Le différentiel de degré de confiance dans l'institution « commission nationale d'éthique » repose sur le niveau d'études atteint. Tous ceux qui ont fréquenté au minimum trois années universitaires sont très confiants (73%). Inversement ceux qui ont poursuivi des études « seulement » au niveau secondaire sont 41% à affirmer « ne pas avoir confiance » dans une telle institution. 19% n'ont pas été capables de donner une réponse alors que le taux de non-réponse pour les autres institutions est de 4%. Il y a sans aucun doute un déficit de notoriété.
- Ce sont ceux qui ont suivi « seulement » des études au primaire, les Portugais et ceux gagnant moins de 2500 euros par mois qui sont les plus confiants dans la presse, la télévision et la radio (respectivement 77, 77 et 73%). **50% des 18-24 ans et 51% de ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois déclarent « ne pas avoir confiance » dans les médias.**
- 75% de ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois et 71% des 18-24 ans déclarent « ne pas avoir confiance » dans les Eglises.

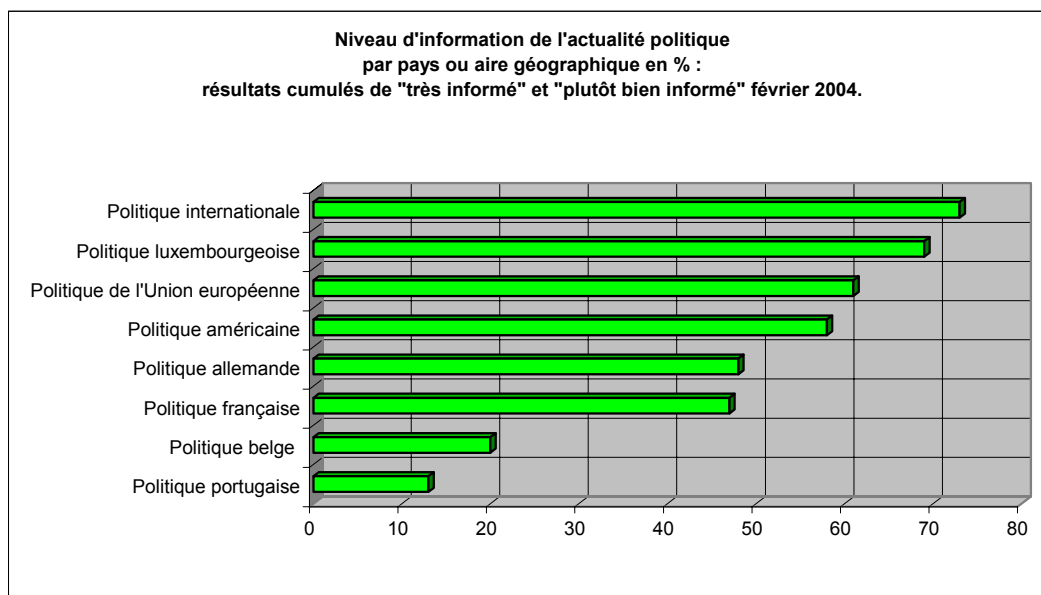
²⁸ Commission européenne, op.cit, p.40, automne 2003.

3.3 Degré d'information sur la politique internationale et nationale

73% des personnes interrogées au Luxembourg (76% en novembre 2003) disent être « très bien et plutôt bien informées » de la politique internationale (respectivement, 11 et 62%). 70% (67% en novembre 2003) de tous les habitants du Grand-Duché déclarent être « très bien et plutôt bien informés » de la politique nationale (respectivement 16 et 54%). D'après les sondages « cumulés » de novembre 2003 et de janvier-février 2004, les mieux informés de la politique nationale seraient les plus âgés d'entre nous [65 et +, et 50-64 ans, respectivement, 31 et 55%, 25 et 56%), ceux qui travaillent plus de quarante heures par semaine (respectivement 21 et 56%) les fonctionnaires (respectivement, 23 et 48%), ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois (respectivement 27 et 49%), et les « universitaires » (ceux qui ont poursuivi des études universitaires au-delà de quatre ans, respectivement 17 et 52%).

D'après les sondages « cumulés » de novembre 2003 et de février 2004, **ce sont les Portugais qui sont les moins bien informés** (respectivement, 41% sont « plutôt mal informés » et 18 % « très mal informés »). Les 18-24 ans -dont l'écrasante majorité vote pour la première fois aux élections législatives et aux élections européennes- sont aussi les moins bien informés (respectivement, 43 et 6%).

Par rapport à la première enquête, nous avons posé la question sur le niveau d'informations des Luxembourgeois et des ressortissants étrangers sur la politique allemande, sur la politique américaine, sur la politique belge, sur la politique française, sur la politique portugaise et sur la politique de l'Union européenne. 61% tous les habitants du Luxembourg estiment être « très informés ou plutôt bien informés » de la politique de l'Union européenne et 58% de la politique américaine. Le degré de connaissance déclaré de la politique allemande et française est plus faible (respectivement 48 et 47%). Le degré d'information sur la politique belge- le système politique belge est pourtant structuré à bien des égards de la même façon que le système politique luxembourgeois-, est faible (20%). Il en va de même pour la politique portugaise (13%).



☛ **Schéma explicatif :**

Comme nous l'avons déjà écrit dans la prime analyse : « *En Europe, jusqu'en dans les années 80, les personnes interrogées déclaraient qu'elles étaient mieux informées sur la politique nationale que sur la politique internationale* ». **Le second sondage confirme ce renversement d'attitudes. Tous les habitants du Luxembourg sont plus informés de la politique internationale que de la politique luxembourgeoise.** Dans la prime analyse, nous avons énoncé l'idée que « *ce sentiment s'est modifié notamment en raison de la multiplication des chaînes de télévision et dont certaines ne sont qu'à contenu informatif (CNN, BBC World, Deutsche World, LCI etc.)* ». Ce revirement était aussi le résultat de la « *dramatisation nécessaire pour attirer ou fidéliser un public, de l'abonnement par les chaînes de télévision à des banques d'image où seuls les sujets les plus accrocheurs ont été sélectionnés [et à] des tarifs publicitaires pratiqués par les chaînes de télévision*²⁹ ». Autrement dit, ce retournement au profit de la politique internationale était fortement lié aux nouvelles formes de structuration et de distribution de l'information.

On ne peut comprendre cette nouvelle donne qu'à condition de rappeler en premier lieu que **la caractéristique principale de la structuration et de distribution de l'information réside dans sa dimension sensible** comme l'affirme la sociologue Marlène Coulomb-Gully³⁰ : « *La primauté de l'image, du direct, de l'oral, insère en effet le média télévisuel dans une communication qui privilégie une logique sensitive, émotionnelle et affective là ou d'autres formes de communication, basées sur l'écrit par exemple, intègrent plus facilement une logique cognitive, rationnelle voire argumentative* ». La politique internationale, de par ses sujets (agitations sociales, brusques modifications des conditions économiques, découvertes médicales, guerres entre Etats ou guerres civiles, politique des puissances etc.) répond beaucoup mieux au formatage et à l'esthétique de la télévision que la politique nationale.

En second lieu, à la sujétion partielle de la politique au formatage de la télévision, il faut ajouter l'accélération du processus de globalisation de nos sociétés qui par définition réduit la « frontière » entre la politique internationale et la politique nationale. Les individus dans les sociétés démocratiques et développées indépendamment de leur appartenance ou de leur lieu d'information reçoivent en effet de plus en plus (sur le lieu de travail, par le courrier électronique ou lors de leurs déplacements pour les vacances, etc.) un flux d'informations dont les principales conséquences sont :

- Le renforcement de leur affectivité vis-à-vis de certains problèmes économiques et sociaux internationaux d'autant plus qu'ils croient les vivre ou qu'ils les vivent réellement.
- La modification de leurs modes d'action et de représentation de la politique dans leurs systèmes politiques nationaux respectifs.

A titre d'exemple, la manifestation importante en faveur de la paix au mois de février 2003 à Luxembourg et dans le reste de l'Europe - au-delà de la mobilisation traditionnelle de certaines forces politiques et syndicales par rapport à cette question et à la politique américaine en général- s'explique aussi en raison du « désenclavement national » de la participation politique des individus conjugué à de nouveaux processus de structuration et de distribution de l'information comme peut le représenter le courrier électronique. La politologue Isabelle Sommier estime sur ce point qu' : « *Internet a également été un outil précieux pour ce qui représente une autre force des mobilisations actuelles : leur capacité à se constituer en réseaux, C'est d'ailleurs de l'informatique que provient le terme. Il renvoie*

²⁹ ESQUENAZI, Jean-Pierre, *Télévision et Démocratie. Le politique à la télévision française 1958-1990*. Paris : Presses Universitaires de France, La Politique Eclatée, 1999.

³⁰ COULOMB-GULLY, Marlène, *La Démocratie Mise en Scènes : Télévision et élections*. Paris : CNRS éditions, p.12, 2001.

ici à des sortes de nébuleuses, aux contours flous par définition, d'associations diverses qui se retrouvent le temps d'une action ou d'une mobilisation, Cette forme labile de regroupement suppose une relative ouverture des membres qui la composent [...] En d'autres termes, elle est solidaire du nouveau modèle d'engagement, marqué par le souci premier d'efficacité et de pragmatisme par l'action, et rendu possible par le déclin des oppositions idéologiques et du vol en éclats des systèmes politiques nationaux »³¹. En résumé, s'informer sur la politique internationale volontairement ou involontairement c'est aussi un autre moyen de comprendre et d'influencer la politique nationale.

Le Luxembourg est particulièrement exposé à un tel phénomène car comme nous l'avons vu l'engagement politique se fait aujourd'hui principalement à travers le monde associatif (les associations sont particulièrement disposées à fonctionner en réseaux et à faire fi des frontières nationales), que la structure de son économie depuis ses origines a toujours été « globalisée » et qu'une grande partie de sa population est partagée entre différentes identités et affiliations sociales.

En troisième lieu, il y a le phénomène d'imposition d'un agenda politique qui fait forcément que les individus sont portés à s'intéresser à la politique internationale ou déclarent être « très informés ou plutôt bien informés » de celle-ci. Par exemple, on ne peut comprendre autrement le degré d'information affirmé particulièrement élevé de la politique américaine dans ce sondage. 58% des personnes interrogées affirment « être très informées ou bien informées de la politique américaine » à égalité avec la politique de l'Union européenne, mais loin devant la politique française et la politique allemande (respectivement 47 et 48%). Quoi de plus naturel que les Luxembourgeois et les Européens s'intéressent ou se déclarent aussi bien informés de la politique américaine puisque les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial de l'Union et inversement, que les Etats de l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada sont membres de la même organisation de paix et de sécurité (l'Organisation de l'Alliance Atlantique Nord) que les Européens et les Luxembourgeois sont les premiers consommateurs de biens culturels américains en dehors des Etats-Unis d'Amérique.

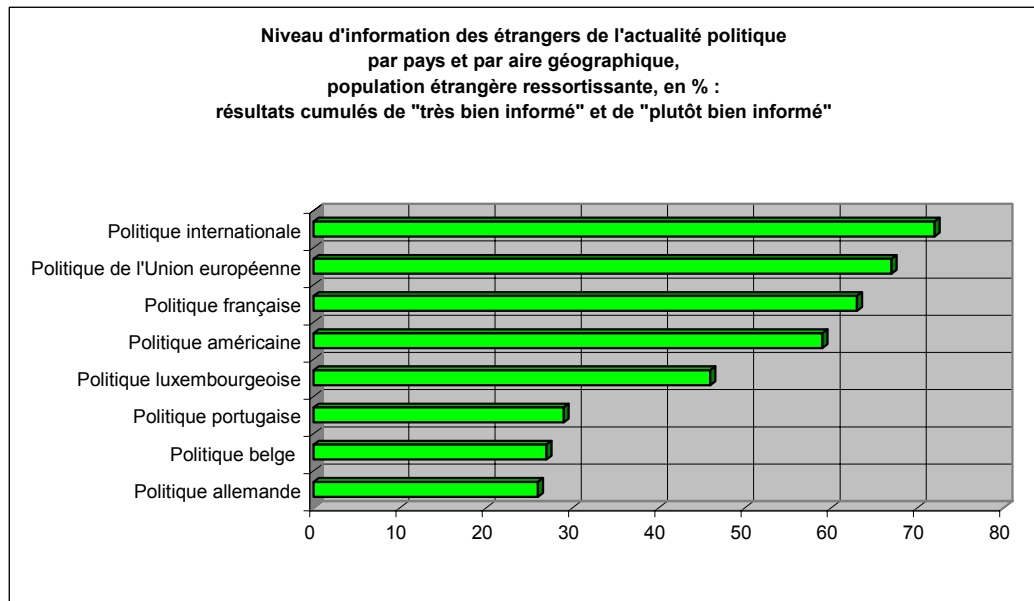
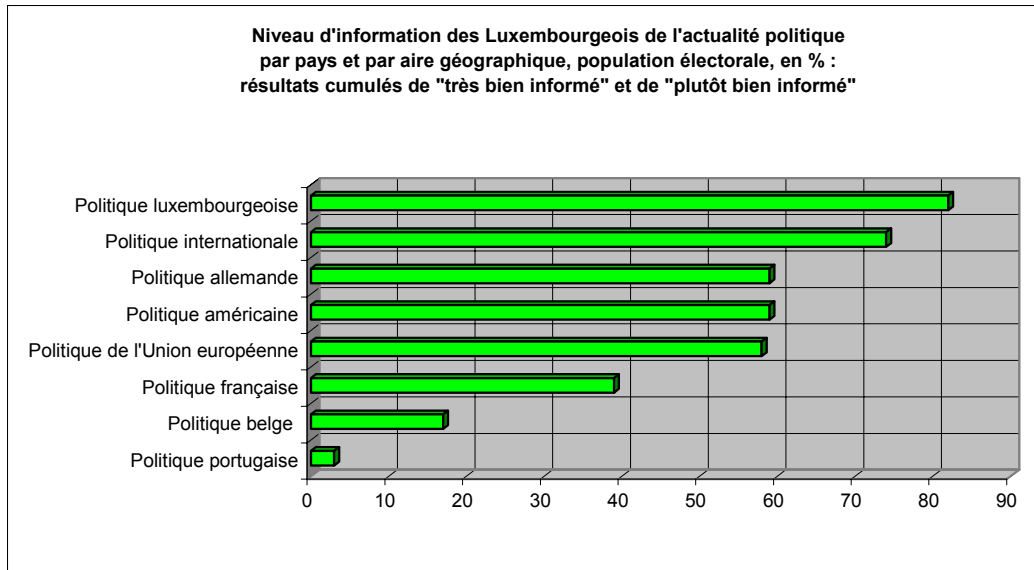
Qui plus est, le présent sondage réalisé à la fin du mois de janvier et du début février correspond aux débuts des primaires démocrates devant conduire au choix du challenger du président républicain sortant Georges Walker Bush. Ce n'est pas à proprement parler les primaires et leurs fonctionnements qui intéressent les habitants du Luxembourg mais de savoir si le président américain est en mesure d'obtenir ou non un second mandat. Cette interrogation s'est imposée d'elle-même dans le chef de l'électeur au Luxembourg et dans l'Union en raison de l'intervention en Irak anglo-américaine en mars 2003 et de ses suites européennes et luxembourgeoises (les mobilisations en sa faveur ou en sa défaveur, indépendamment de sa nature du niveau d'engagement au sein de l'Union européenne durant l'hiver 2002-2003). Autrement dit, s'informer sur la politique américaine, cela ne signifie pas que les personnes interrogées la « soutiennent » ou la « condamnent » forcément³².

Dernière chose, le phénomène d'imposition d'agenda politique est lui-même couplée à la nouvelle forme de structuration et de distribution de l'information. Parmi de nombreux exemples, on peut citer les sites interactifs sportifs (à l'exception du football) qui donnent

³¹ SOMMIER, Isabelle, *Le Renouveau des Mouvements Contestataires à l'heure de la Mondialisation*. Paris : Editions Flammarion, p.202, 2003 [2001].

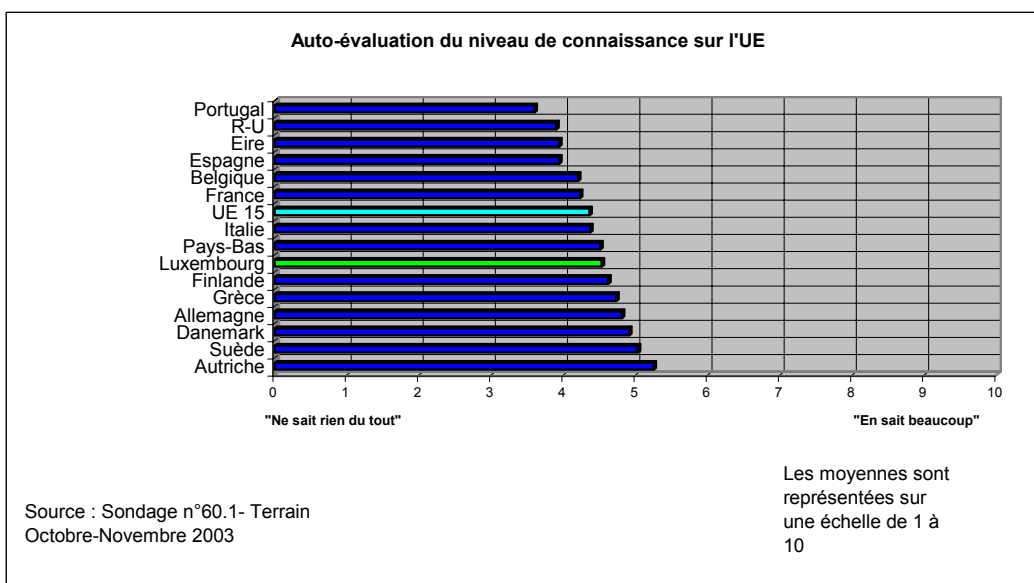
³² Sur ce point particulier les habitants du Luxembourg sont plus critiques de l'action des Etats-Unis dans le monde que la moyenne des habitants de l'Union européenne. 63% des personnes interrogées, dans la dernière enquête eurobaromètre, jugeaient que les Etats-Unis ont plutôt un rôle négatif dans la paix dans le monde (53%, UE15), 50% dans la lutte contre le terrorisme (37%, UE15), 45% dans la croissance de l'économie mondiale (36%, UE15), 61% dans la pauvreté dans le monde, (69%, UE15) dans la protection de l'environnement (58%, UE15). In Commission européenne, *Eurobaromètre 60, l'Opinion Publique dans l'Union Européenne*, p.B.75, février 2004.

systématiquement des informations sur la politique internationale et principalement américaine du fait que les sports, les sportifs ou les équipes américain(e)s sont plus attractifs et plus performants que leurs homologues européens à l'exception du football et du rugby.



61% de tous les habitants du Luxembourg se déclarent « très informés ou plutôt bien informés » des politiques de l'Union européenne. Ce résultat est nettement supérieur à l'indice d'auto-évaluation de connaissance sur l'Union européenne de l'enquête eurobaromètre réalisée à l'automne 2003 (voir ci-dessous) de plus de 30 points !

Le différentiel « s'explique en partie » (ce n'est certainement pas la raison principale) par le fait que la population résidente étrangère est mieux représentée dans l'échantillon du sondage Elections 2004 que dans celui du sondage Eurobaromètre (respectivement 34,6% et 25%). 68% des étrangers résidents, les électeurs passifs, - dont plus de 8% travaillent dans les institutions internationales d'après le recensement de 2001-, affirment être « très informés ou « plutôt bien informés » des politiques de l'Union. Les citoyens actifs, la population « électorale », sont 58% à le déclarer. A noter que 67% des fonctionnaires nationaux seraient également « bien au courant » des politiques de l'Union européenne. La connaissance des politiques publiques européennes est inégalement partagée selon la position que l'on occupe dans l'espace social. Les universitaires (ceux qui ont poursuivi des études universitaires au-delà de quatre années), les 50-64 ans, ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois, les fonctionnaires sont les plus au fait des politiques de l'Union (respectivement 77, 75 et 70%)³³.



Il est à noter également le fort intérêt pour la politique luxembourgeoise. 69% des habitants du Grand-Duché déclarent être « bien informés » de la politique luxembourgeoise. Mais ce sentiment exprimé par tous les habitants du Luxembourg à la politique luxembourgeoise doit être toutefois relativisé pour deux raisons essentielles.

Primo, les habitants d'un Etat- indépendamment du rapport qu'ils entretiennent à celui-ci (par exemple s'ils sont détenteurs ou non de la citoyenneté dudit Etat)- s'intéressent toujours fortement à la politique nationale car même si les prérogatives d'un gouvernement ou d'un parlement national sont de plus en plus « rognées » par d'autres institutions politiques (Union européenne, municipalités) voire d'institutions économiques internationales (OCDE), il n'en demeure pas moins que les institutions qui sont les dépositaires de la souveraineté nationale conservent le monopole de l'exécution de la décision et de son application administrative à

³³ L' «auto-évaluation de connaissance » concernant l'Union européenne constitue pour la Commission un bon indicateur de l'attitude générale des Européens vis-à-vis de l'Union. En effet, les eurobaromètres précédents révèlent qu'en moyenne, plus les personnes interrogées pensent avoir des connaissances sur l'Union européenne, plus elles sont susceptibles de la soutenir. La question était formulée ainsi : « Combien estimez-vous en savoir sur l'Union européenne, ses politiques, ses institutions ? » et les sondés se voient proposer une échelle de 1 à 10. Plus le chiffre sélectionné est élevé, plus ils pensent en savoir sur l'UE. Dans le tableau il faut comprendre que 40% des Autrichiens pensent avoir un niveau relativement élevé de connaissances sur l'Union européenne et que c'étaient les cas de 30 % des habitants du Luxembourg.

laquelle les habitants d'un Etat sont tous confrontés de façon journalière.

Secundo, lorsque l'on distingue la population « électorale » - c'est à dire les Luxembourgeois qui ont la possibilité et l'obligation de voter aux élections législatives - de la population étrangère résidente, l'intérêt pour la politique luxembourgeoise est fortement contrasté. **Les Luxembourgeois qui ont la possibilité et l'obligation de voter aux élections législatives s'intéressent avant tout et « naturellement » à la politique luxembourgeoise (à plus de 82%) alors que les ressortissants étrangers n'y portent attention qu'à hauteur de 49%.**

Pour les Luxembourgeois « citoyens actifs », ce taux est relativement élevé par rapport aux ressortissants nationaux dans les autres Etats de l'Union européenne. Mais il est tout à fait représentatif des taux d'intérêts que l'on retrouve dans - ce que l'on nomme avec un brin de condescendance - « les petits Etats » (Danemark, Eire, Finlande, etc.). Les ressortissants nationaux de ces Etats n'ont en effet pas la même perception de ce que doit être la politique, de comment elle fonctionne et de comment s'articulent et se nouent les rapports entre les institutions politiques et les citoyens que celle des citoyens des « grands Etats ». Dans les « grands Etats », la politique est appréciée, notamment en France, en Italie et au Royaume Uni, comme un pouvoir qui peut modifier profondément les orientations d'une société. De ce fait, elle doit nécessairement se construire de façon la plus autonome possible à ce qui est considéré comme l'espace social et économique du pays (cette conception a pour origine à la fois la théorie de la souveraineté nationale en France et parlementaire en Grande Bretagne). La « sanctuarisation » de la politique est certes aussi contestée aujourd'hui dans les « grands Etats » mais dans le même temps une majorité de ces citoyens continuent de croire à la nécessité de cette distance et à l'obligation de vivre collectivement la politique car celles-ci permettent *in fine* à la fois la préservation de son pré carré individuel -dans lequel l'Etat ne doit pas s'immiscer- et l'énonciation d'une norme administrative, peut-être aussi morale, qui ne soit pas contingente des multiples groupes d'intérêts (même si en réalité cela ne se vérifie pas toujours). Autrement dit, les citoyens de ces Etats sont donc généralement relativement moins intéressés par la politique nationale car ils sont plus éloignés du processus décisionnel et se représentent la politique comme « utilement » distante.

Dans les « petits Etats » comme le Luxembourg, la politique est jugée, comme un pouvoir qui -jusqu'à un certain point- peut avoir des conséquences immédiates pour la vie d'un individu (par exemple, d'un point de vue matériel). Telle loi ou tel règlement administratif nouveau en raison de la petite dimension de l'espace social et économique, est ainsi beaucoup plus vite repéré, commenté et susceptible d'entraîner une sanction politique que ce n'est le cas dans les « grands Etats ». La politique est vécue aussi de façon beaucoup plus individuelle, l'accès à un haut fonctionnaire ou à un élu est beaucoup plus aisé que pour son alter ego dans les grands Etats. L'intérêt de la politique nationale est donc relativement plus fort car les citoyens sont plus concernés à court terme et en raison de l'existence d'un rapport de proximité entre l'élu et l'électeur (même si cette notion est aussi discutable).

3.4 Le positionnement vis-à-vis de l'élection

3.4.1 Importance des élections législatives pour le Grand-duché

94% de tous les habitants du Luxembourg considèrent que les élections législatives sont importantes pour le pays (90% le considéraient ainsi en novembre 2003). C'est toujours la seule question où tous les composantes de la société grand-ducale semblent être d'accord.

L'importance personnelle des élections législatives croît également. 72% de tous les habitants du Luxembourg l'estiment ainsi contre 68% en novembre 2003.

L'intérêt pour les élections progresse également par rapport au mois de novembre 2003. 68% de tous les habitants du Grand-duché étaient intéressés par celles-ci en février alors qu'ils n'étaient que «65% » en novembre 2003.

☛ **Schéma explicatif :**

Cette progression est « normale » dans la mesure où le jour du scrutin se rapproche. Elle est surtout due à la mobilisation des groupes d'intérêts (et à leur médiatisation) et à la concurrence accrue entre les différents partis politiques pour monopoliser la part émotionnelle que les individus développent pour d'autres événements de leurs vies. En effet, plus on avance dans la campagne, plus les différents acteurs socio-économiques et les groupes d'intérêts d'un système politique se mobilisent afin que leurs revendications soient sur l'agenda politique. Les groupes d'intérêts se mobiliseront d'autant plus pour deux raisons.

- Primo, en fin de législature, les partis politiques de la majorité veulent présenter un « bon bilan » de leurs actions, en accélérant l'adoption des projets de loi par le Parlement que les groupes d'intérêts ont portés tout au long de la mandature écoulée (et même bien avant).
- Secundo, les partis politiques rejetés dans l'opposition tentent de renouer avec une partie de l'électorat en reprenant à bon compte les programmes (« clés en mains ») des groupes d'intérêts écartés ou se sentant comme tels par les partis politiques constituant la majorité gouvernementale. Autrement dit, l'activisme des groupes d'intérêts, à mesure que le jour de scrutin approche, sensibilise de fait toute une partie du corps social à l'élection même, notamment par l'interpellation des partis politiques. Cette interpellation étant à la fois dénonciatrice de l'action des partis politiques ou recherchant leur collaboration. Des groupes comme la FEDIL, la CGFP, l'ASTI ou le Mouvement Ecologique -la liste est non exhaustive- n'agissent pas autrement.

L'importance des élections législatives grandira d'autant plus dans le chef de l'électeur que les médias, souvent dans une stricte perspective économique, vont accroître leurs paginations ou leurs temps d'antennes à toutes formes d'actions collectives susceptibles, du moins jugés par eux, d'influencer le résultat des élections. L'intérêt de la campagne croît également car les partis multiplient les initiatives afin de monopoliser l'affectivité de la majorité du corps social. Plus précisément, les partis politiques - surtout ceux qui ont passé toute une mandature dans l'opposition- sont obligés de créer et de répéter à l'infini des événements (congrès, meetings électoraux, réunions « tupperware » tribunes dans la presse, campagnes d'affichages, distribution de tracts et de gadgets, etc.), afin non seulement de donner l'impression que se déroule une intense campagne électorale -susceptible à sa conclusion de modifier bien des choses pour la vie d'un individu- mais aussi pour montrer qu'ils sont capables de mener à bien des projets d'envergure. Projets d'envergure qui pour bien des électeurs caractérisent toujours l'action du gouvernement. Autrement dit, la mobilisation des militants et des sympathisants stimulée par des événements organisés de toute pièce par les partis politiques permet en retour d'accroître l'intérêt pour les élections auprès de toute une partie du corps social

Le taux d'intérêt exprimé pour les élections législatives au Luxembourg - malgré qu'une partie du corps social n'est pas directement concernée puisque n'ayant pas le droit d'y participer -, est tout de même très fort surtout si on le compare par rapport à ceux qu'enregistrent les démocraties limitrophes. Mais sur ce point, nous devons insister sur le fait que ce différentiel ne peut s'expliquer que par le nombre des électeurs susceptibles de voter. En d'autres termes, bien que nous ayons affaire à des élections nationales, ce qui suppose généralement une dynamique électorale bien différente des élections régionales ou locales, celles qui se déroulent au Luxembourg ne peuvent être comparées qu'à celles qui ont lieu

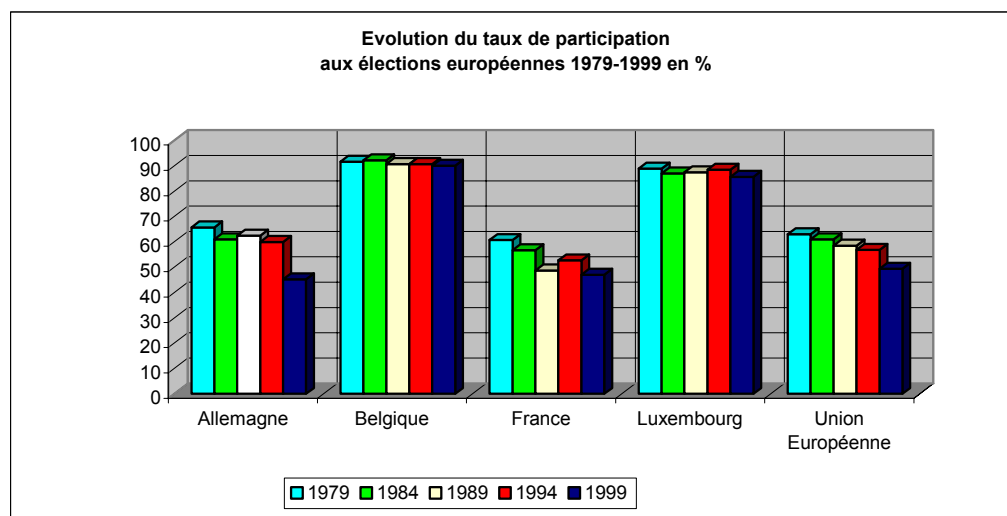
dans certains cantons suisses, lands allemands ou métropoles européennes. La dimension nationale de l'élection indéniable cache en réalité des comportements électoraux d'élections locales ou régionales qui sont généralement plus suivies que les élections nationales (exception française mise à part).

3.4.2 Importance des élections européennes pour l'Union

79% de tous les habitants du Luxembourg considèrent que les élections européennes sont « importantes pour l'Union » (77% le considéraient ainsi en novembre 2003). Si l'on cumule les deux sondages, on s'aperçoit qu'au niveau des classes d'âge, ce sont les 35-49 ans et les 65 ans et + qui apprécient le moins l'importance des élections européennes (respectivement 23 et 22% déclarent que ces élections « ne sont pas si importantes »). Toujours suivant le même système d'agrégation, les femmes sont plus enclines que les hommes à considérer que les élections européennes sont « véritablement importantes » : Les femmes (82%), les hommes (74%). Au niveau de la nationalité, les Luxembourgeois semblent un peu moins intéressés par les élections européennes (21% « ne sont pas si importantes ») que les étrangers hors Portugais et les Portugais (respectivement 19 et 18%). Au niveau du cursus scolaire et universitaire, ce sont ceux qui n'ont que suivi des études primaires qui sont les plus disposés à affirmer que les élections européennes « ne sont pas si importantes » (28%). 25% de ceux qui travaillent à plein temps affirment également que les élections européennes « ne sont pas si importantes ».

☛ Schéma explicatif :

L'intérêt que les Luxembourgeois et les résidents étrangers portent aux élections européennes confirment à la fois leur comportement électoral atypique et leur *europhilisme* prononcé par rapport à celui des autres Européens. Le taux de participation aux élections européennes est en effet traditionnellement supérieur à celui des autres Etats de l'Union (voir ci-dessous). Ce haut taux ne peut s'expliquer raisonnablement que par l'existence du vote obligatoire. La population « électorale » de Belgique aux élections européennes, elle-même assujettie à un vote obligatoire, se comporte de la même manière. Le sondage ne mesure en revanche pas la proportion des étrangers qui préfèrent voter dans le collège électoral « Luxembourg » que dans le collège électoral de leur pays d'origine et en quelle proportion.



L'intérêt des Luxembourgeois et des résidents étrangers pour les élections européennes est le témoignage d'un « europhilisme prononcé » que la dernière enquête eurobaromètre confirmait une nouvelle fois (même si nous avons vu qu'il est moins fort chez les détenteurs de la citoyenneté luxembourgeoise)³⁴. Cet « européisme » – comme dans toutes les autres démocraties européennes- est toutefois moindre que par le passé.

Ainsi, à la question du renforcement de l'union politique européenne, une large majorité des habitants du Grand-duché (62%, UE: 53%) était en faveur d'une telle évolution. 22% y étaient contre (UE: 26%). Le niveau des réponses « Ne sait pas » était élevé tant au Luxembourg (17%) qu'en moyenne européenne (21%). Les plus « europhiles » au Luxembourg, étaient les 15-24 ans (66%), suivis des 55 ans et plus (64%) et des 34-54 ans (64%). En termes socioprofessionnels, les assentiments les plus prononcés étaient donnés par les retraités (69%), les indépendants (64%) et les managers (62%). L'opposition la plus forte était chez les chômeurs (32%). Dans le même temps, si la très grande majorité des personnes interrogées au Grand-Duché étaient toujours en faveur de l'appartenance du Luxembourg à l'Union (77%), il était constaté un recul de 8 points par rapport à l'enquête précédente (mars 2003). Ce sentiment était partagé seulement par 48% des autres Européens, enregistrant qui plus est une baisse aussi de 6 points. En ce qui concernait les catégories socioprofessionnelles au Luxembourg, c'était principalement les étudiants (83%, -12 points), les managers (82%, -8 points) et les retraités (81%) qui pensaient que l'appartenance était une « bonne chose ». Pour 20% (+12 points) des chômeurs, le fait de faire partie de l'UE était une mauvaise chose, tandis que 7% (-43 points) pensaient que « ce n'était ni bon ni mauvais »³⁵.

Cette enquête d'opinion identifiait aussi bien les domaines dans lesquels l'action de l'UE était une priorité selon les Luxembourgeois et les résidents étrangers. Les habitants du Grand-Duché citaient comme actions prioritaires de l'Union la préservation de la paix et de la sécurité (93%) ainsi que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (92%) et la garantie de la qualité des produits alimentaires (92%). Les souhaits exprimés par les Luxembourgeois et les résidents étrangers différaient des autres européens. Pour les autres Européens, la lutte contre le chômage arrivait en tête (90%), suivie de la préservation de la paix et de la sécurité (89%) et de la lutte contre le terrorisme (89%). La réforme des institutions et surtout l'élargissement comptaient parmi les dernières priorités citées, tant au Luxembourg (respectivement 62% et 23%) qu'au niveau de l'Union (respectivement 50% et 27%)³⁶.

Il faut noter également le décalage qui puisse exister entre les habitants du Luxembourg au sujet des élections européennes et les stratégies de campagne arrêtées par les partis politiques luxembourgeois qui préfèrent concentrer leurs efforts sur la campagne des élections législatives. Les partis politiques appartenant à des familles politiques mineures du système politique européen, (la Gauche radicale, l'Ecologie politique, le Souverainisme) ont toutefois jusqu'ici « redoubler » d'efforts pour intéresser les électeurs et de façon plus large tous les habitants du Grand-Duché à la problématique européenne en organisant par exemple des congrès spéciaux européens. Le POSL, également dans l'opposition, a fait également connaître la composition de sa liste très tôt.

Il n'en reste donc pas moins - comme nous l'avons déjà noté dans le premier sondage- qu'à l'image des autres systèmes politiques de l'Union, les élections européennes ne sont pas mieux considérées que les élections législatives. Avec deux particularités luxembourgeoises supplémentaires que la Belgique avait aussi connues en 1999.

³⁴ Commission européenne, op.cit, p.10, automne 2003.

³⁵ Commission européenne, op.cit, p.28, automne 2003.

³⁶ Commission européenne, op.cit, p.22, Automne 2003.

- Primo, la simultanéité des élections législatives et européennes, couplée au même mode électoral qui régit les élections législatives, renforce le poids des « barons des partis nationaux ».
- Secundo, les élections tenues le même jour réduisent aussi le débat aux enjeux nationaux, ce qui n'incite pas les ressortissants communautaires de vouloir voter pour les députés européens luxembourgeois, même si par ailleurs ils sont fortement intéressés par les élections européennes comme le relève les deux sondages, sauf pour les Portugais, qui restent les « exclus de la politique ».

Notons également que les Portugais s'excluent d'eux-mêmes du jeu non seulement au Luxembourg mais aussi dans leur pays d'origine. Début mars, selon une enquête d'opinion du même acabit que celle menée pour le compte de la Chambre des Députés, près de $\frac{3}{4}$ des Portugais n'envisageaient pas d'aller voter aux élections européennes de juin 2004.

3.4.3 Distance entre la population et les élus

Dans le sondage de novembre 2003, 67% des habitants du Luxembourg déclaraient se sentir éloignés des élus (46% « plutôt éloignés » et 21% « très éloignés »). Le pourcentage total du sentiment de distance entre les élus et la population était aussi particulièrement élevé chez les 18-24 ans, plus de 90%. En revanche, les 50-64 ans se sentaient plutôt proches, 50% au total. Chose encore plus surprenante, la nationalité n'apparaissait pas comme un critère déterminant quant au degré de proximité entre les élus et la population. De manière générale tout à chacun au Luxembourg, se sentait distant des élus (70% pour les Luxembourgeois, 72% pour les Portugais, 75% pour les étrangers autres que Portugais). Il avait été avancé comme hypothèse qu'étant donné que nous étions en début de campagne, les électeurs manifestaient un plus grand « sentiment de défiance » vis-à-vis de leurs élus, notamment pour remettre sur l'agenda politique des questions qui n'auraient pas été ou mal traitées au cours de la législature écoulée.

Dans le second sondage, il faut constater que si la distance reste toujours très forte, les habitants du Luxembourg la ressentent un peu moins. 59% d'entre eux déclarent qu'ils sont éloignés des élus (respectivement 38% « plutôt éloignés » et 21% « très éloignés »). Si l'on cumule les deux sondages, ce sentiment est plus fort dans la population « non électorale » que dans la population « électorale » (respectivement 72% et 58%).

Le sentiment d'être éloigné des élus est particulièrement important chez les jeunes de 18-24 ans (81%), chez les célibataires (72%), dans la Ville de Luxembourg (71%) et chez les femmes (69%). La distance est « naturellement » un peu plus forte chez les étrangers que chez les Luxembourgeois. Mais tout de même à moins de six mois des élections, les Luxembourgeois déclarent à 59% qu'ils sont éloignés de leur élus. Inversement, ceux qui se sentent proches des élus, sont les 50-64 ans, 51% (8% « très proches », 43% « plutôt proches »), ceux qui n'ont suivi que des études primaires, 47% (18% « très proches », 29% « plutôt proches »), ceux qui gagnent moins de 2500 euros par mois, 45% (11% « très proches », 34 % « plutôt proches »).

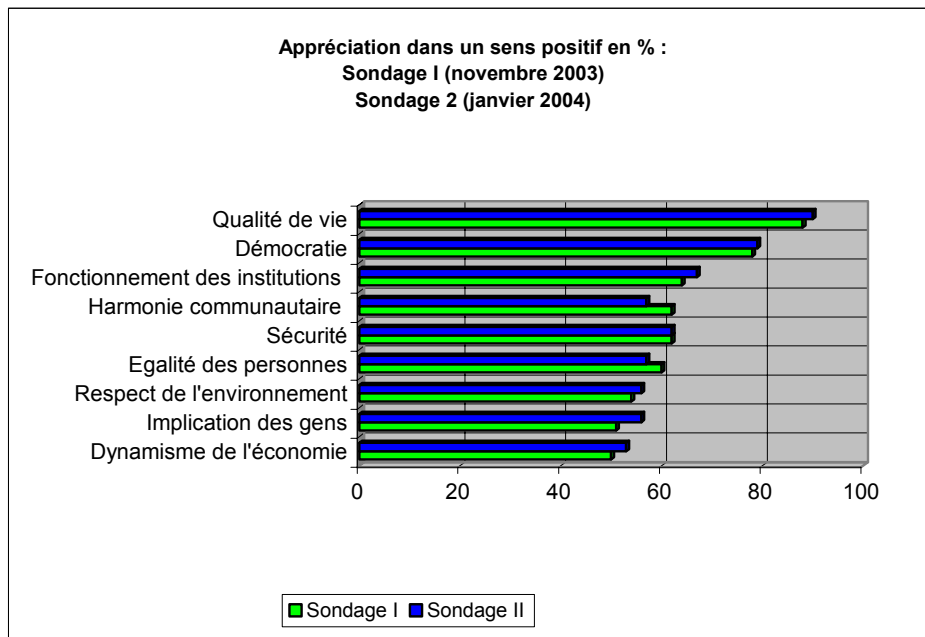
☛ **Schéma explicatif :**

La distance entre les élus et les électeurs constatée dans les deux sondages - comparés ou cumulés- est peut-être la manifestation de la coexistence de plusieurs formes de médiation politique anciennes et nouvelles au Luxembourg.

- Tout d'abord, le discours affirmant que le système électoral en vigueur - privilégiant l'entreprise politique personnelle au détriment de l'entreprise politique collective (le parti politique)- supposé réduire le fossé toujours latent entre l'élu et les électeurs est sérieusement remis en cause. Cela ne signifie pas cependant que les électeurs ou les électeurs potentiels remettent en cause le principe de la délégation comme nous avons pu le constater au sujet du degré de confiance accordé aux instances délibératives et représentatives comme le sont la Chambre des Députés et le Parlement européen.
- Secundo, les habitants du Luxembourg manifestent certainement un mécontentement vis-à-vis de leurs élus, mais comme nous l'avons déjà écrit dans la prime analyse, ce sentiment de protestation est une caractéristique des débuts de campagne. Ce n'est que l'importance d'un tel sentiment et sa longévité au cours d'une campagne électorale à différents moments *n* ou de plusieurs campagnes électorales -et en dehors des cycles électoraux- qui signifient que la « défiance » se transforme en « rejet ». En revanche, les taux constatés au Luxembourg quant à la distance sont équivalents à ceux qu'ont pu connaître la Belgique, la France et les Pays-Bas lors des élections législatives de 2002 et de 2003.
- Tertio, la distance est aussi le résultat de la composition sociale originale du Luxembourg. Les étrangers sont « naturellement plus distants » que les Luxembourgeois puisqu'ils ne participent pas au processus décisionnel luxembourgeois. De plus, les étrangers sont issus de démocraties où le rapport entre l'élu national et l'électeur n'est nullement de même nature. Un député luxembourgeois « représente » entre 2500 et 5000 électeurs alors que son collègue allemand ou français peut « représenter » entre 90 000 et 400 000 électeurs.
- Quarto, les catégories sociales (les revenus les plus bas) qui se sentent le moins éloignés témoignent de processus de médiation politique faisant encore de l'élu celui qui peut « intervenir », par son capital social et son « autorité », auprès de l'administration ou d'une entreprise. L'élu est perçu par l'électeur comme étant un «super assistant social » d'autant plus si -comme nombre de députés sortants ou candidats le font- celui-ci exerce aussi des responsabilités à l'échelon communal.
- Finalement, le sentiment de « proximité » entre les personnes les plus âgées d'entre nous et les élus est un phénomène classique en sociologie électorale. Ce sentiment est d'autant plus fort au Luxembourg que l'effet générationnel dans le processus de décision est fort. Les électeurs les plus âgés connaissent en effet de longue date – bien souvent avant même qu'ils aient débuté leur carrière politique- les élus. L'appréciation du rôle de l'élu qu'inclut le sentiment de distance/proximité en sera d'autant plus déterminée.

4 Contexte politique et social

4.1 Les choses vont en s'améliorant ou au contraire...



Le sentiment des Luxembourgeois et des étrangers résidents est toujours « plutôt mitigé » quand il s'agit d'envisager l'évolution économique et sociale du Luxembourg à brève échéance. 46% des personnes interrogées fin janvier-début février 2004 considéraient que les « choses vont en s'améliorant » (45% en novembre 2003). 41% jugent au contraire qu'elles ont tendance à aller plus mal (43% en novembre 2003).

En « cumulant » les deux sondages, on s'aperçoit que d'une part, la population « électorale » est plus « pessimiste » que la population « non électorale » (respectivement 47% et 33% déclarent que les choses ont « tendance à aller plus mal »). Ce différentiel est dû essentiellement à l'« optimisme » très prononcé des étrangers de plus de 18 ans. 56% d'entre eux estiment que l'évolution du Luxembourg et des Luxembourgeois « va en s'améliorant ». Seuls 40% des Luxembourgeois partagent ce sentiment.

Cette ligne de partage « apparente » révèle peut-être - comme nous l'avons déjà noté dans l'analyse du premier sondage - un clivage social plus profond entre d'un côté, les milieux plus instruits et/ou plus aisés économiquement, qui disposent d'un fort capital social et culturel, habitant plutôt la circonscription Centre et de l'autre, ceux qui sont moins éduqués et qui se situent dans le bas de l'échelle sociale tant du point de vue des salaires que celui de l'accès à des produits culturels diversifiés. Ce second groupe est plutôt composé de Luxembourgeois et de Portugais travaillant dans le secteur privé mais pas uniquement.

- Dans les deux sondages « cumulés », le camp des « optimistes » est plutôt constitué des Portugais (58%) de ceux qui ont poursuivi de longues études universitaires (56%), de ceux qui gagnent par mois plus de 5000 euros (52%), des hommes en général (52%), de ceux qui travaillent à plein temps (51%), de ceux qui travaillent plus de 40 heures (50%) dans le secteur privé (49%), de ceux qui ont poursuivi des études après le baccalauréat d'une année ou de trois années (47%), des 65 ans et + (47%).

- Le camp des « pessimistes » est plutôt composé de ceux qui n'ont suivi que des études au secondaire 1^{er} cycle et des études primaires (respectivement 48% et 49% pensent que « l'évolution du Luxembourg et des Luxembourgeois a tendance à aller plus mal »), de ceux qui travaillent à temps partiel (49%), de ceux qui gagnent entre 2501 et 3500 euros mensuellement (46%), des jeunes de 18-24 ans (46%).

Le comportement de deux groupes sociaux est aussi important à signaler, celui des habitants de la Ville de Luxembourg et celui des fonctionnaires. Ces deux groupes sont de tous les ensembles sociaux interrogés ceux qui estiment le plus qu'il n'y pas de changement (respectivement 16% et 13%). Ces deux groupes se distinguent également quant à « l'optimisme » et au « pessimisme » proprement dit. Les « villotins » de Luxembourg sont de tous les habitants les moins nombreux qui considèrent que l'évolution du Luxembourg et des Luxembourgeois « a tendance à aller plus mal (28%) ». Dans le même ordre d'idées, on retrouve « logiquement » les Portugais (29% jugent que l'évolution « a tendance à aller plus mal ») et les autres Etrangers que Portugais (30%). Notons toutefois qu'il est impossible d'apprécier ce que ces groupes entendent par « situation sociale et économique de départ ».

☛ **Schéma explicatif :**

Généralement, la période pré-électorale est à la fois l'occasion de manifester son mécontentement vis à vis de telle ou telle politique et le lieu de l'échange entre l'élu et les électeurs à l'avantage de ces derniers. Certains auteurs estiment même que c'est une période et un cadre de négociations équivalents à celui d'un marché. Le citoyen, potentiellement électeur est amené en effet à prendre des décisions de nature économique rationnellement élaborées en fonction de la nature et l'intensité des profits qu'il peut espérer. « *Elles peuvent avoir un contenu fondamentalement participatif, communiel d'insertion sociale, d'acclamation collective, il s'y ajoute en tout cas l'espoir d'un gain* »³⁷.

Or dans la dynamique actuelle de la campagne électorale, sur un item aussi sensible que l'appréciation de la qualité de vie, il faut noter l'enthousiasme débordant des habitants du Grand-Duché. Nous sommes dans l'ordre de l'acclamation collective. En « cumulant » les deux sondages 90% des personnes interrogées jugent que sur ce plan cela va « plutôt bien ». Qui plus est, par rapport au premier sondage, à l'exception de l'harmonie communautaire et de l'égalité entre les personnes, l'enthousiasme est grandissant.

Cet enthousiasme - gagnant aussi l'appréciation du respect de l'environnement, l'implication des gens et le dynamisme de l'économie, qui dans le premier sondage étaient les items jugés les moins favorablement- a et aura certainement des conséquences à la fois sur l'éventuel ou le non éventuel déplacement de votes et dans la structure du vote.

Autrement dit, en référence à la notion *schumpetérienne* d'entreprise politique « espace curieux où le consommateur-client a bien du mal à se prononcer sur la qualité des produits »³⁸, les électeurs luxembourgeois, en grande majorité, ne devraient pas se déterminer par rapport à une représentation d'enjeux collectifs pour la société grand-ducale ou européenne mais par rapport aux personnalités qui peuvent incarner le mieux la continuité du niveau de protection sociale et de développement économique que le Luxembourg a atteint.

³⁷ COTTERET, Jean-Marie & EMERI, Claude. *Le marché électoral*. Paris : Editions Michelon, p.50, 2004.

³⁸ SCHUMPETER, Joseph, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, traduit de l'allemand par G. Fain. Paris : Payot , 1990 [1947].

En « agrégeant » les résultats des deux sondages, on notera déjà sur plusieurs items le comportement particulier de certains groupes sociaux.

- Au niveau de l'appréciation de la démocratie, les plus nombreux - toutes proportions gardées- à considérer que « cela va plutôt mal », sont : Les 35-49 ans (23%), les « nordistes » (22%), les fonctionnaires (20%), les Luxembourgeois (21%), la population « électorale » (20%) et ceux qui ont suivi seulement le secondaire 1^{er} cycle (20%).
- Au niveau du fonctionnement des institutions, les « moins enthousiastes » sont : Les 35-49 ans (35%), la population « électorale » (34%), les détenteurs de la citoyenneté luxembourgeoise (34%), les habitants des circonscriptions Nord et Centre (respectivement 33 et 31%), ceux qui n'ont suivi que le secondaire 2nd cycle (31%) ou qui travaillent à temps partiel (31%).
- **Au niveau de l'harmonie communautaire, les « moins enjoués » sont : Les jeunes de 18-24 ans (43%), les 25-34 ans (42%) les Luxembourgeois (39%), ceux qui n'ont suivi que le secondaire 1^{er} cycle (40%) ou qui travaillent à temps partiel (40%), et ceux qui gagnent entre 2501 euros et 3500 euros (40%), les célibataires (39%), les femmes (39%).**
- **Au niveau de la sécurité, les « plus perplexes » sont : Les Luxembourgeois (46%), la population « électorale » (46%), les 50-64 ans (45%), les femmes (43%), ceux qui n'ont suivi que le secondaire 1^{er} et 2nd cycle (respectivement 43 et 42%), les fonctionnaires (42%) et ceux qui gagnent entre 2501 euros et 3500 euros (40%).**
- Au niveau de l'égalité entre les personnes, les plus « réservés » sont : Ceux qui travaillent à temps partiel (50%), les femmes (47%), ceux qui gagnent entre 2500 euros et 3500 euros (44%), les célibataires (44%). ceux qui n'ont suivi que le secondaire 1^{er} cycle (43%), les 18-24 ans (43%), les habitants de la Ville de Luxembourg (42%),
- Au niveau de l'implication des gens, les plus « circonspects » sont : Ceux qui travaillent à temps partiel (50%), ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois (49%), les jeunes de 18-24 ans (49%), les Luxembourgeois (45%), les 35-49 ans (40%).
- Au niveau du respect de l'environnement, ceux qui doutent les plus « dubitatifs » sont : Les jeunes de 18-24 ans (53%), ceux qui n'ont suivi que le secondaire 1^{er} et 2nd cycle (47%), les Luxembourgeois (48%), les habitants du Centre et du Nord (43%), les femmes (46%).
- **Au niveau du dynamisme de l'économie, les plus « alarmistes » sont : Ceux qui n'ont suivi que le secondaire 2nd cycle (50%), la population électorale (50%), les Luxembourgeois (50%), ceux qui travaillent à temps partiel (48%).**

☛ **Schéma explicatif :**

Les distinctions constatées sur la question de « l'évolution du Luxembourg et des Luxembourgeois » et sur les items d'appréciation entre la population « électorale » et la population « non électorale », selon la nationalité, selon les groupes sociaux et le lieu d'habitation, sont peut-être le signe de l'existence, du moins, latente d'un électorat « protestataire » (dans la tierce analyse, nous reviendrons sur cette notion controversée en sciences politiques).

La performance exceptionnelle de l'économie du Grand-Duché dans les années 90 - mais aussi son récent tassement, du moins pour l'année 2003- la transformation « vertigineuse » des modes de production et l'installation récente et durable de nouvelles populations - le plus souvent plus éduquées que la moyenne de la population électorale actuelle- ont fait que des

Luxembourgeois et des Portugais se sont retrouvés brusquement en situation d'« anomie sociale »³⁹. Qui plus est, un grand nombre d'individus au Luxembourg, principalement dans les groupes nationaux susmentionnés, a été dépourvu de structures d'intégration sociale ou politique « fortes » dans le sens d'une participation assumée à la société d'accueil ou en recomposition ou ont été incapables de se construire d'autres chemins de vie que ceux hérités principalement de la ruralité et de l'ouvriérisme. Dans le même temps, des Luxembourgeois, mais pas uniquement (ceux qui n'ont suivi que le secondaire 2nd cycle), ont été et sont en perte de statut social ou peut-être ont été et sont confrontés pour la première fois dans leur travail mais aussi dans leur vie privée à la « concurrence » que d'autres sociétés européennes ont connues dix voire trente ans auparavant. En l'absence de structures d'intégration et d'une redéfinition même partielle de son cadre de vie- pourtant la condition requise pour acquérir une stabilité personnelle et maintenir un bon fonctionnement du système social- des populations sont, suivant aussi leur mode traditionnel de participation politique, tentés tout aussi bien se réfugier dans l'abstention que dans la protestation.

L'importance de la « protestation sociale » - qui pourrait trouver jusqu'à un certain point des canaux électoraux dans les partis qui concourent aux élections législatives de juin 2004 doit être toutefois relativisée. Si elle est assez significative dans l'actuel corps électoral, elle serait des plus limitées dans le cas d'un élargissement de l'assiette électorale aussi bien pour les élections législatives qu'européennes.

4.2 Les sujets considérés comme prioritaires

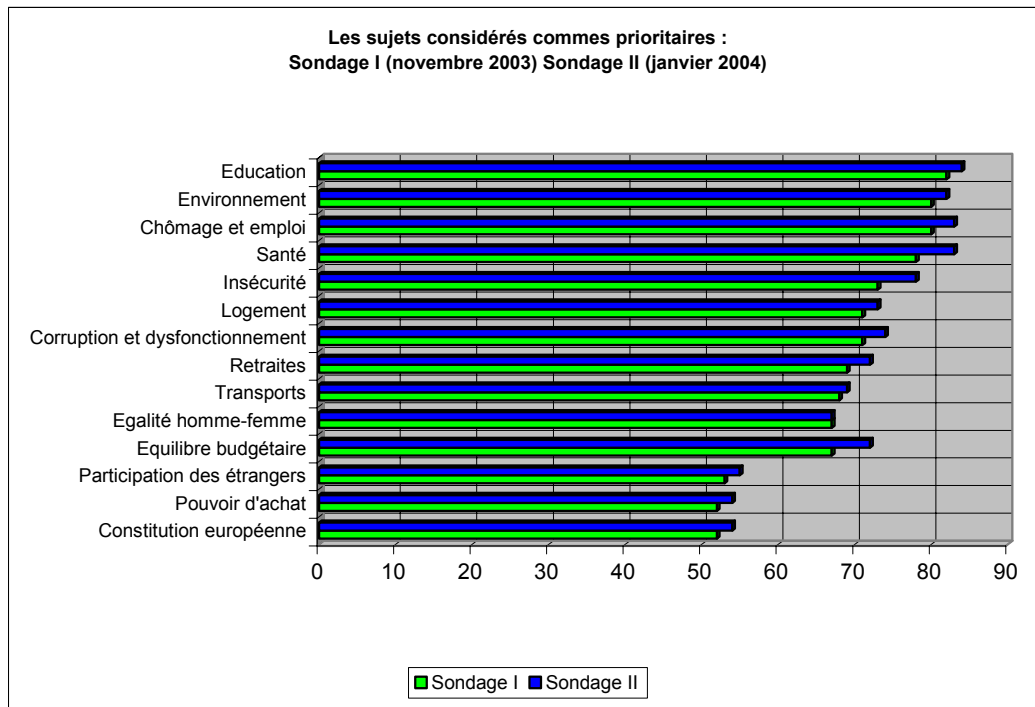
L'enquête eurobaromètre datant de l'automne 2003, déjà mentionnée, indiquait que les Luxembourgeois et les résidents étrangers avaient modifié à plusieurs reprises leurs opinions quand il s'agissait des problèmes considérés comme les plus importants pour le Luxembourg. Ainsi, en mars 2003, les citoyens estimaient que l'insécurité (41%), le chômage (40%), le système éducatif (22%) et la situation économique (14%) étaient les problèmes les plus importants auxquels le pays devait faire face. En octobre 2003, les personnes interrogées au Luxembourg affirmaient que les principaux problèmes étaient le chômage (45%), l'inflation (20%), la situation économique (19%), le système éducatif (18%), l'insécurité (15%), le logement (15%) et l'immigration (14%). Les Européens affirmaient que le chômage (42%), l'insécurité (28%), la situation économique (27%) et l'inflation (19%) étaient au centre de leurs préoccupations. L'enquête eurobaromètre constatait « *qu'entretemps, les sujets qui préoccupent les sondés au Luxembourg ont rejoint ceux qui étaient cités comme prioritaires par les sondés européens depuis six mois* »⁴⁰.

4.2.1 Les sujets à traiter en priorité par le gouvernement

Dans le sondage administré par nos soins en novembre 2003, nous retrouvions en partie les sujets prioritaires à traiter mentionnés dans l'enquête eurobaromètre. Globalement, les habitants du Grand-Duché considéraient l'éducation et le chômage (respectivement 82% et 80%) comme étant parmi les sujets les plus prioritaires. La priorité accordée à l'environnement était exceptionnelle et non présente dans les différentes enquêtes eurobaromètres de l'année 2003. 80% des sondés considéraient en effet ce sujet comme prioritaire, reléguant très loin d'autres sujets comme l'insécurité ou bien encore le logement.

³⁹ Des auteurs comme Pascal Perrineau établissent que le vote en faveur du Front National est un vote protestataire lié à l'anomie urbaine. Elle est le résultat de bouleversements sociaux et rapides vécus au sein d'une seule et même génération. Par exemple, le passage d'une civilisation de la ruralité et de son schème de représentation sociale à une civilisation urbaine dans l'espace d'une même génération (confrontée qui plus est à la crise économique) provoque l'incapacité d'adhésion et d'intégration aux nouveaux modes identitaires que peuvent constituer l'urbanité. In PERRINEAU, P., «Front national, l'écho politique de l'anomie urbaine» *Esprit*, (3-4), p.22-38, avril 1988.

⁴⁰ Commission européenne, op.cit, p.25, 2004.

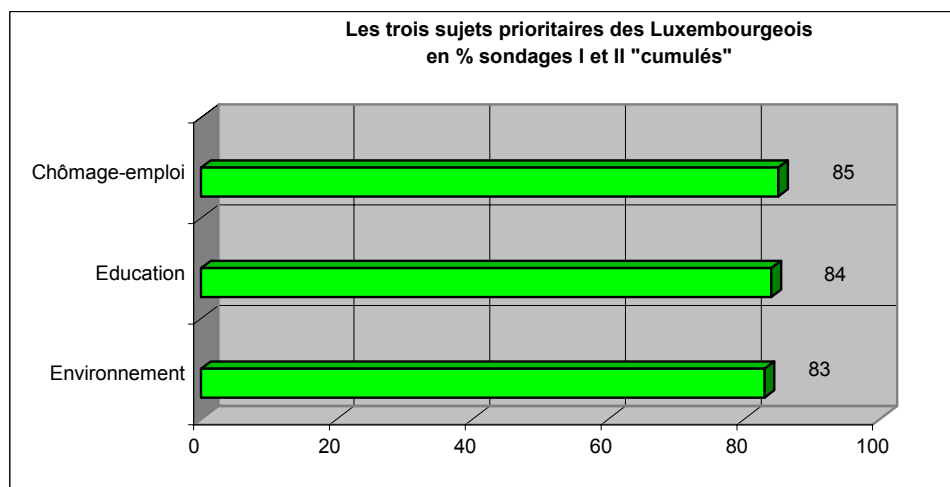


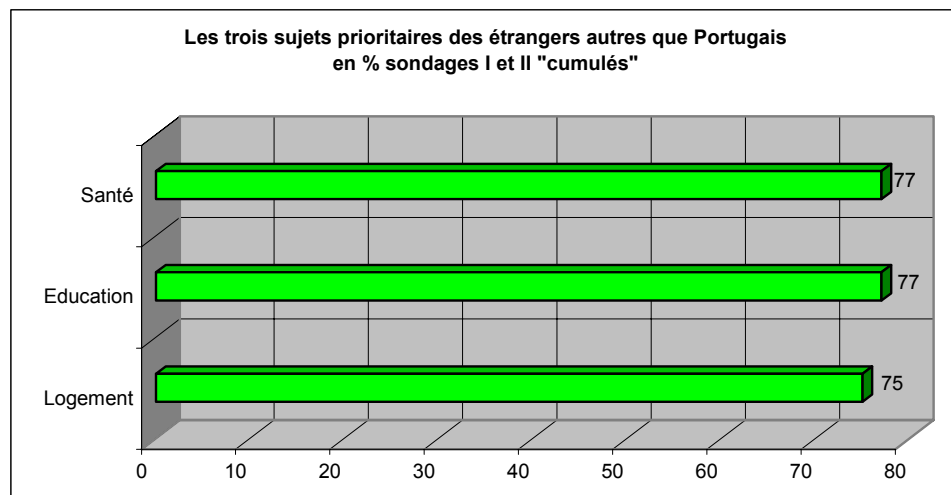
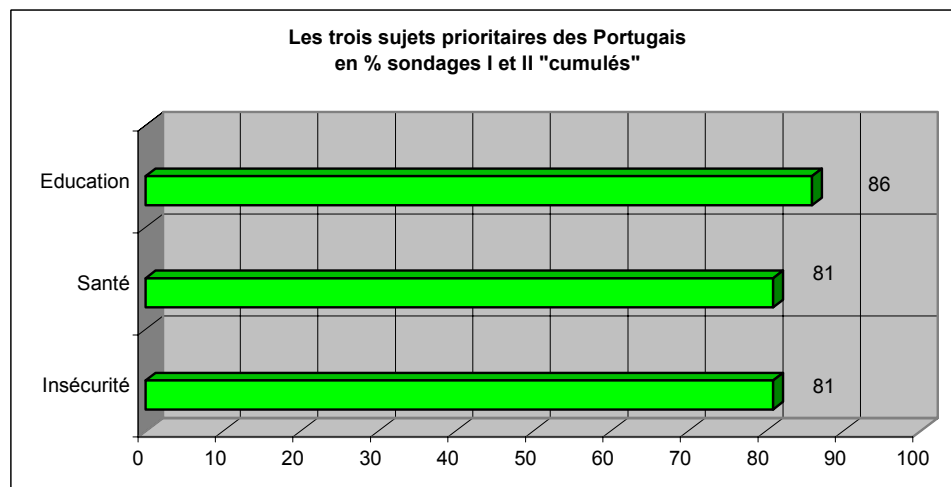
Dans, le sondage réalisé à la fin janvier-début février 2004, l'ordre des priorités est quelque peu inversé. Désormais, l'éducation et le chômage et l'emploi sont les sujets prioritaires [respectivement 84% (+2 points) 83% (+3 points)]. D'autres sujets dans l'ordre des priorités progressent fortement ou assez fortement comme la santé (83% + 5 points), l'insécurité (78% + 5 points) la lutte contre la corruption (74% + 3 points), l'équilibre budgétaire (72% + 3 points) et les retraites (72%, + 3 points).

En « cumulant » les deux sondages, on s'aperçoit de nettes distinctions entre les groupes sociaux au Luxembourg. Nous retrouvons sur cette question le clivage social demeurant entre, les milieux plus instruits et/ou plus aisés économiquement, qui disposent d'un fort capital social et culturel, habitant plutôt la circonscription Centre et de l'autre ceux qui sont moins éduqués et qui se situent dans le bas de l'échelle sociale tant du point de vue des salaires que celui de l'accès à des produits culturels diversifiés.

- Sur le sujet « éducation », ceux qui le considèrent de façon « moins prioritaire » - toutes proportions gardées - sont : Les 65 et + (75% le jugent « prioritaire »), les étrangers autres que Portugais (77%), ceux qui ont poursuivi des études universitaires au-delà de quatre années (79%).
- Sur le sujet « chômage-emploi », ceux qui l'apprécient de façon « moins prioritaire » toutes proportions gardées - sont : Les étrangers autres que Portugais (71% le l'estiment « prioritaire »), ceux qui ont poursuivi des études universitaires au-delà de quatre années, (72%), les 18- 24 ans (74%).
- Sur le **sujet « santé »**, ceux qui le jugent de façon « moins prioritaire » toutes proportions gardées - sont : Les habitants de la circonscription Centre (74% l'apprécient « prioritaire »). Inversement, **90 % des personnes interrogées qui ont fréquenté seulement le primaire et 85% qui gagnent plus de 5000 euros par mois sont très préoccupés par la santé.**

- **La violence et l'insécurité sont surtout estimées comme « prioritaires », par ceux qui ont suivi seulement des études au niveau primaire et au secondaire 1^{er} cycle (respectivement 88 et 83%), par les détenteurs de la citoyenneté portugaise (82%), par les 65et + (81% le pensent ainsi), par les jeunes en général (82% des 18-24 ans). Les étrangers autres portugais (63%) et les universitaires (557%) sont plus réservés sur l'importance de ce sujet.**
- **Le logement reste avant tout un sujet prioritaire pour les Portugais (83%) et pour les habitants de la Ville de Luxembourg (77% le considèrent ainsi).**
- Les retraites sont surtout objet d'inquiétudes de la part de ceux qui ont fréquenté seulement le primaire (85%) des jeunes de 18-24 ans (79% le pensent ainsi) et de ceux qui gagnent moins de 2500 euros par mois (78%), des Portugais (77%).
- La lutte contre la corruption semble être un sujet partagé et de façon équivalente par l'ensemble des groupes sociaux du Luxembourg avec tout de même une forte inquiétude chez les habitants du Sud (78%).
- L'équilibre budgétaire est une priorité surtout pour ceux qui n'ont suivi que des études au niveau primaire (79%), des « sudistes » (75%), pour ceux qui ont entre 50 et 64 ans (73%).
- L'égalité entre les hommes et les femmes est surtout l'objet de l'attention des jeunes (79% des 18-24 ans), des femmes - mais pas dans une très forte proportion par rapport à la moyenne sur un sujet qui pourtant les concerne directement- (71% contre 67% en moyenne). Les universitaires semblent particulièrement peu touchés par le sujet (« seulement » 56% le pensent ainsi).
- **Le sujet « transports » est surtout la préoccupation des fonctionnaires (80%), de ceux qui gagnent plus de 5000 euros par mois (77%), des 50-64 ans (73%) et de la « population électorale » (74%),**
- La participation des étrangers à la vie politique est avant tout la priorité des Portugais (74%), des 18-24 ans (60%). Inversement, **ce sont les plus de 65 ans et la population « électorale » qui sont les plus réservés quant au sujet de la participation des étrangers à la vie politique (respectivement 45 et 46% pensent que c'est un « sujet prioritaire »).**
- La constitution européenne est un sujet qui semble surtout préoccupé ceux qui ont poursuivi des études seulement au niveau primaire (66%), les étrangers de 18 ans + (61%) et les 25-34ans (58%).
- Le pouvoir d'achat est surtout la priorité de ceux qui ont poursuivi des études seulement au niveau primaire (76% le pensent ainsi).



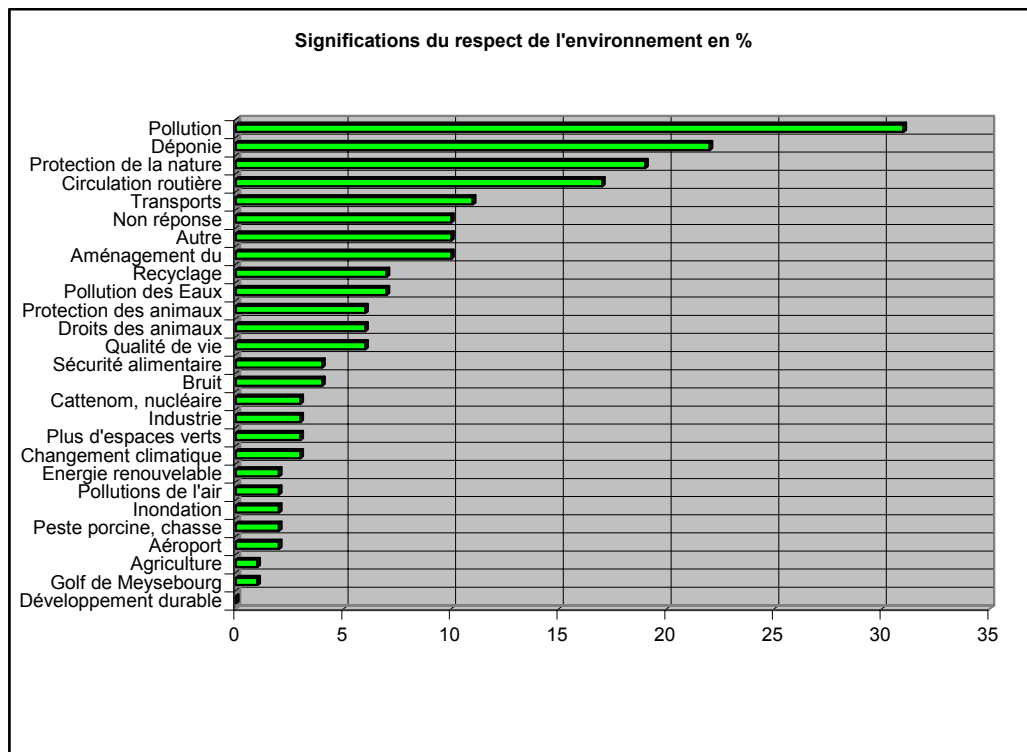


4.2.2 Significations du respect de l'environnement

Dans le premier sondage, l'environnement était en tête des priorités avec l'éducation (80% de tous les habitants du Grand-Duché partageaient cette opinion). Dans le second sondage, l'environnement conserve une place de choix (82%+ 2 points) bien qu'il n'est plus le sujet prioritaire numéro 1. Nous avons « suspecté » que derrière la notion « environnement » se dissimulait en réalité d'autres préoccupations que l'on pouvait « rattacher » de près ou de loin à ce sujet. Nous savions aussi que la préservation de l'environnement était « *devenue un thème cher, quelle que soit leur couleur politique* » aux habitants du Grand-Duché et « *quelles soient de gauche, du centre ou de droite, elles plaident majoritairement en faveur d'une responsabilité individuelle* »⁴¹. C'est pourquoi, dans le second sondage, nous avons demandé aux personnes interrogées de définir ce qu'était pour eux l'« environnement ».

⁴¹ LEGRAND, Michel (sous la direction de), op.cit, Chapitre 6, une citoyenneté en évolution, p451-452, 2002.

Les personnes interrogées sont préoccupées avant tout par toutes les formes de pollution. 31% des personnes interrogées déclarent que l'environnement est compris comme étant la lutte contre de la pollution, 22% soulèvent le problème des *déponies* et des déchets, 7% celui de la pollution des eaux, 4% de la «pollution sonore» (le bruit) et 2% la pollution de l'air. Viennent ensuite toutes les interrogations se rapportant à la mobilité (17% des sondés associent environnement et circulation routière et 11% avec les Transports). **20% des personnes interrogées ne choisissent pas les catégories se rapportant traditionnellement au respect de l'environnement ou aux politiques publiques déclarées comme «écologiques»**⁴². (10% ont répondu «autre» et 10% «ne savent pas») 3% «seulement» font le lien entre l'environnement, le nucléaire et Cattenom. Dernier élément alors que la notion «développement durable» est omniprésente dans le «discours politique et médiatique» aucun des répondants n'a choisi cet item pour décrire ce que signifiait pour lui le respect de l'environnement.

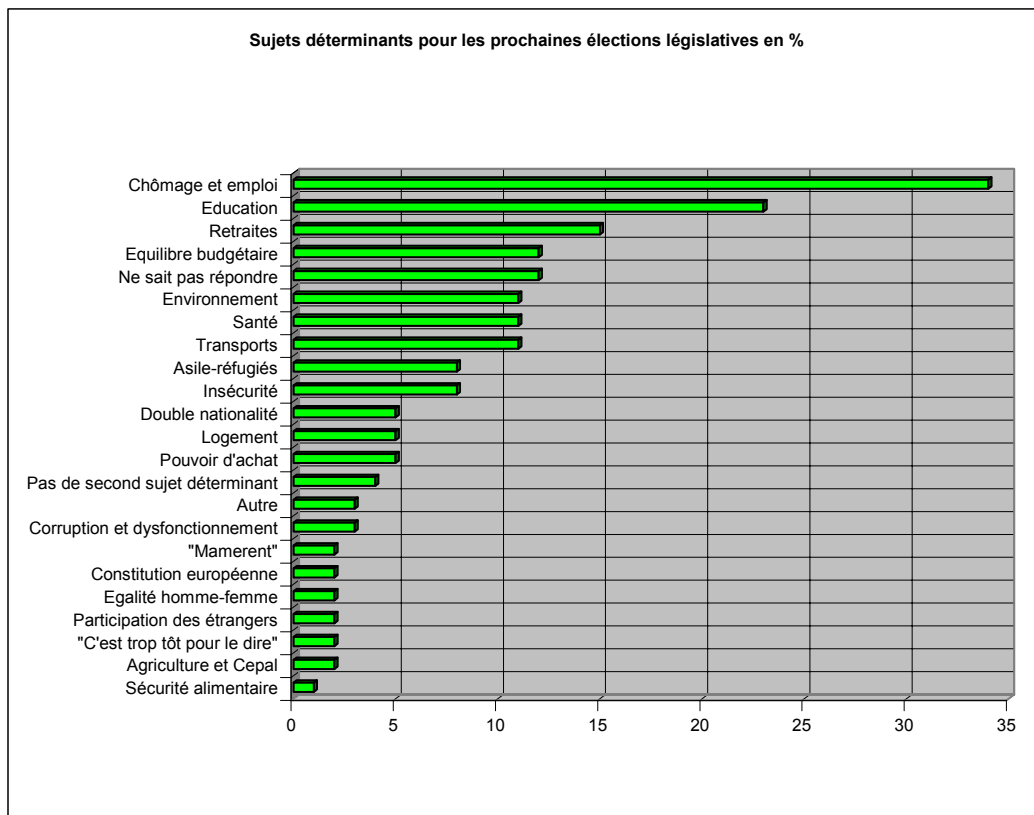


⁴² Pour un bref aperçu des distinctions sur ce sujet, on se reportera à l'article de Lacoste de LAREYMONDIE, Guillaume, «Décroissance ou développement durable». *Liberté politique*, n°20, p.101-106, été 2002.

4.2.3 Les sujets déterminants pour les élections de juin 2004

Les personnes interrogées ont été mises en situation d'analyser les thèmes qui vont finalement déterminer le vote de juin « quel sera ou seront à votre avis les deux sujets déterminants pour les prochaines élections législatives ». Cette question permet de mesurer une nouvelle fois les préoccupations des Luxembourgeois et des résidents étrangers susceptibles de déterminer leur vote réel ou virtuel. Cette question peut dans une certaine mesure vérifier si les thèmes de campagne décidés par les partis politiques ou produits par tous les autres acteurs socio-économiques du système politique sont en adéquation avec les desiderata des électeurs et quelle est leur influence sur la campagne. Dernier élément de compréhension, le choix des réponses était plus large que celui de la question ayant pour objet les priorités actuelles du gouvernement.

Les personnes sondées estiment principalement que les sujets déterminants de la campagne électorale sont le chômage et l'emploi (34%), l'éducation (23%) et dans une moindre mesure la question des retraites (15%). Avant les élections législatives de juin 1999, les électeurs avaient déclaré que les sujets les plus déterminants auraient été -dans cet ordre- l'éducation, les retraites, la politique sociale (comprise comme étant la distribution de revenus supplémentaires par l'Etat en fonction de la situation personnelle ou familiale d'un individu) et le chômage et l'emploi.



Le couple « chômage/éducation » comme déterminant des élections de 2004 dans les enquêtes « cumulées » de novembre 2003 et de la fin janvier-début février 2004 est révélateur à la fois d'une intériorisation du discours sur le tassement économique -et sa réalité- que connaît le Luxembourg depuis les débuts de l'année 2003, de la prise de conscience nouvelle par les Luxembourgeois que l'éducation et la formation professionnelle sont importantes pour améliorer la compétitivité de l'économie grand-ducale en particulier et européenne en général, des défaillances du système éducatif luxembourgeois après la publication de l'enquête PISA de l'OCDE en octobre 2002.

Le chômage et l'emploi sont considérés avant tout comme des sujets déterminants par les universitaires (46%), ceux qui gagnent entre 3501 et 5000 euros par mois (42%) les habitants de la Ville de Luxembourg (39%) et ceux qui travaillent plus de quarante heures par semaine (36%) et les Luxembourgeois (36%) c'est à dire ceux qui ont été touchés par le ralentissement de l'activité du secteur financier.

L'éducation est estimée avant tout comme un sujet déterminant par ceux qui travaillent à temps partiel (39%), ceux qui habitent dans la circonscription Nord (33%), le secondaire 2nd cycle (29%), les Luxembourgeois, les habitants du Sud (27%), les 65 et + (26%), les Luxembourgeois (26%), les fonctionnaires (26%) c'est à dire ceux qui en cas de restructuration et de mise en compétition accrue – notamment en cas de fusion ou de rachat par des sociétés non luxembourgeoises- sont les plus exposés -ou se considèrent comme tels- à la perte de leur emploi. Les plus âgés jugent déterminants un tel sujet car ils expriment ainsi une inquiétude quant à l'avenir professionnel de leurs petits-enfants. Cette « préoccupation générationnelle » -surtout pour des classes d'âge qui sont arrivés sur le marché de l'emploi dans les années 50 et 60- au sujet de l'éducation- synonyme d'accès à un emploi- n'est pas propre au Luxembourg. Les groupes sociaux évoqués ci-dessus sont les mêmes qui considèrent que le sujet « équilibre budgétaire » sera déterminant pour les élections à venir.

Les retraites sont appréciées avant tout comme un sujet déterminant par ceux qui travaillent à temps partiel (26%), les habitants de la circonscription Centre (24%) les détenteurs d'un bac +1 et +3 (23%), les 35-49 ans (19%), les 18-34 ans (18%), c'est à dire ceux qui confrontés à une réduction du temps de travail et à de nouveaux rythmes du travail susceptibles -ou interprétés comme tels- d'allonger leur durée de cotisation et/ou d'en diminuer le montant, ceux qui entrent sur le marché du travail ou viennent d'y rentrer- qui ne sont pas certains que le système actuel de répartition existera encore lorsqu'ils prendront leur retraite-, ceux qui doivent actuellement se constituer des plans complémentaires de retraite alors qu'ils doivent aussi financer l'achat de leurs biens mobiliers et immobiliers.

On notera également que les Portugais sont les seuls - et de très loin - à penser que la double nationalité sera un sujet déterminant lors des élections législatives de juin 2004. 16% contre 5% en moyenne.

5 Conclusion

Les chiffres clés de l'étude :

94% de tous les habitants du Luxembourg considèrent que les élections législatives sont importantes pour le pays.

82% des personnes interrogées souhaitent le maintien de l'obligation du vote pour les élections législatives et européennes.

80% des 18-24 ans ne veulent pas adhérer à un parti politique.

Les Luxembourgeois sont de tous les habitants, par nationalité, ceux qui ressentent le plus l'impossibilité d'influencer le processus décisionnel européen, (19% déclarent « l'influencer très peu » et 66% « pas du tout »).

73% des personnes interrogées disent être « très bien et plutôt bien informées » de la politique internationale, 70% de la politique nationale, 61% la politique de l'Union européenne, 58% de la politique américaine, 48% de la politique allemande, 47% de la politique française, 20% de la politique belge, 13% de la politique portugaise.

59% des personnes interrogées sont opposées à un changement du système électoral.

59% des personnes interrogées se sentent éloignés des élus.

55% de la population « électorale » userait du vote panaché.

20% des personnes interrogées ne choisissent pas les catégories se rapportant traditionnellement au respect de l'environnement ou aux politiques publiques déclarées comme « écologiques ».

En comparant les sondages I et II, on s'aperçoit que tous les habitants du Grand-Duché accordent un très fort degré de confiance aux associations environnementalistes (82% +3 points), de consommateurs (74%) et aux initiatives dites « citoyennes » (67%, +4 points). La Cour européenne des Droits de l'Homme (85% d'indice de confiance) devient l'institution préférée devant la Cour européenne de Justice des Communautés Européennes, (79%, +3 points), le Conseil d'Etat (76% +6 points), la Justice (74% +1 point) et le Gouvernement (74% +1 point). La confiance dans le Parlement européen progresse aussi (68% +4 points).

Le sentiment des Luxembourgeois et des étrangers résidents est toujours « plutôt mitigé » quand il s'agit d'envisager l'évolution économique et sociale du Luxembourg à brève échéance. 46% des personnes interrogées fin janvier-début février 2004 considéraient que les « choses vont en s'améliorant » (45% en novembre 2003). 41% jugent au contraire qu'elles ont tendance à aller plus mal (43% en novembre 2003).

En « cumulant » les deux sondages, on s'aperçoit que d'une part, la population « électorale » est plus « pessimiste » que la population « non électorale » (respectivement 47% et 33% déclarent que les choses ont « tendance à aller plus mal »).

L'éducation et le chômage et l'emploi sont les sujets prioritaires [respectivement 84% (+2 points) 83% (+3 points)]. Progressent fortement ou assez fortement comme la santé (83% +5 points), l'insécurité (78% +5 points) la lutte contre la corruption (74% +3 points), l'équilibre budgétaire (72% +5 points) et les retraites (72%, +3 points).